



FuturWest

le futur est notre passion

*le futur est notre passion
le futur est notre passion
notre passion
le futur est notre passion*



Sommaire

Nouvelles du Groupe Futurovest	02
Envoi n°01 : Vingt-quatre mois plus tard...	03
Envoi n°02 : Capitalisme & Ecologisme	05
Cogito n°01 : Télétravail : entreprise au futur ?	06
Cogito n°02 : Jeunes, et fiers de l'être...	09
Cogito n°02 : Complément : Jeunes, et fiers de l'être...	20
Cogito n°03 : Agriculture, agroalimentaire et territoires	23
Mémoires du futur	31
Bibliographie, Web...	59

Le futur n'est pas la poubelle du présent

Plusieurs textes de réflexion de fond sont en préparation dans l'entourage du **Groupe Futurovest**, notamment via son Institut de Recherches Prospectives. Les lecteurs habituels de la revue **FuturWest** ont pu se rendre compte que nous accueillons dans nos colonnes des points de vue très divers, y compris sur des sujets ou des concepts avec lesquels nous ne sommes pas forcément d'accord.

Le pluralisme et les vrais débats sont à ce prix ... et bienvenus.

Si vous êtes intéressé(e) par une proposition d'article, contactez-nous.
contact@futurovest.com

La revue futurWest est une publication du Groupe FUTUROVEST

Éditée par Futurovest Sarl, Propriétaire de la marque FuturWest

au capital de 40000€ SIRET : 409 769 908 00016

3 Boulevard Cosmao Dumanoir 56100 Lorient

Tél. 33 (0)2 97 64 53 77 Fax 33 (0)2 97 64 43 71

Direction de la Publication : liam.fauchard@futurovest.com

conception graphique : www.leschahuteurs.com

ISSN 1633 1060 / Dépôt légal : Premier trimestre 2013

Colloque à venir

- **Mardi 12 Mars 2013 à Lanester – 18h00 – Médiathèque de Lanester**
« Les nucléaires et leurs avenir »
Médiathèque de Lanester / Armel LAOT et Henri LE PENNDU (*Médecine nucléaire*)
Daniel HEUER (CNRS - Grenoble) - Daniel KATELL (*Futuroouest*) - Liam FAUCHARD (*FutureScan*)
- **Jeudi 25 Avril 2013 à 18h00 à Redon**
« Désindustrialisation – Réindustrialisation »
Catherine SAUVIAT – IRES

Publications

- Liam FAUCHARD & Philippe MOCELLIN récidivent avec :
« Démocratie participative : progrès ou illusions ? »
L'Harmattan 2012
- **« Actes du colloque – Ruptures mondiales 2030 – 2050 »**
Disponibles en ligne gracieusement sur www.futuroouest.com

Formations

- Initiation à La Démarche Prospective - 26 Avril 2013 à Lorient
- Initiation à La Démarche Prospective - 21 Juin 2013 à Lorient

Agenda

- Se reporter au site www.futuroouest.com

Il est toujours intéressant, que ce soit par admiration ou par sarcasme, de revenir sur des prévisions ou des prédictions – il n'est évidemment pas question ici de Prospective – qui furent faites avec prudence ou imprudence.

Nous republions ci-dessous le texte paru à l'hiver 2011 dans notre revue, donc vingt-quatre mois plus tard.

Bonne lecture !

2012 : LE CARREFOUR

A défaut d'avoir des ambitions grandioses, le peuple français se contente – par médias interposés – d'imaginer quel pourrait être le résultat de la rencontre de 2012, à savoir, les élections présidentielles.

Or, l'horizon 2012, sans qu'on le perçoive encore nettement, présente des caractéristiques ô combien passionnantes ... ou préoccupantes selon l'angle de vue.

En 2012 il y aura, à quelques mois près, des élections cruciales en France, aux USA et à Taiwan. Quel rapport direz-vous ? Et bien, dans un Monde de plus en plus interdépendant il y a matière à réflexion anticipatrice.

Admettons que l'élu(e) de la République Française soit un européen convaincu dans sa fibre intime que l'Union Européenne est notre communauté de destin et qu'il n'y en a pas d'autre comme alternative crédible avant longtemps ; alors, on peut espérer qu'il pèsera de toute son influence pour que l'Union franchisse quelques pas décisifs pour le vingtième anniversaire du Traité de Maastricht : plus forte intégration politique, politiques sociales et fiscales convergentes, présence reconnue sur la scène mondiale ... à commencer par la Chine.

En effet, les relations économiques USA-Chine sont un trompe-l'œil (*ce qui ne l'est pas c'est que les Chinois détiennent un tiers des bons du trésor US*) : à la différence de la Russie, l'UE est un partenaire commercial majeur pour la Chine, en fait le premier. Les échanges ont atteint 426 G\$ en 2008, tandis que la même année ils s'établissaient à 334 G\$ pour le commerce sino-américain. Or, stratégiquement, l'UE n'est pas privilégiée par les dirigeants chinois qui n'ont pas évacué le rêve de Mao de « *rattraper les USA* ». Raison de plus pour que le futur dirigeant français impulse une nouvelle relation géostratégique de l'UE avec « *l'empire du Milieu* ».

En 2012, la RPC – République Populaire de Chine – sera confrontée aux élections présidentielles dans l'île de Taiwan. Depuis 2008 et le retour au pouvoir du Kuomintang, chacun estime précieux le statu quo des « *non* ». Pour Taipeh, non à l'indépendance, non à l'unification, non à l'usage de la force ; pour la RPC, non à l'indépendance de Taiwan, non à deux Chines, non à la reconnaissance internationale de Taiwan.

De l'élection présidentielle américaine de 2012 sortira un(e) président(e) qui appliquera l'une des quatre doctrines en vigueur depuis la création des USA : sera-ce la recherche d'équilibres géostratégiques d'un Barack Obama reconduit ou la tradition de l'affrontement et de la volonté hégémonique d'un nouvel élu ? Dans le second cas, la tentation sera forte de pousser Taiwan à s'émanciper de la tutelle de facto de son grand voisin ... au risque d'un conflit majeur.^[1]

A cela s'ajoute la stratégie mise en œuvre par la Chine à travers l'OCS – Organisation de Coopération de Shanghai – qui regroupe, outre la Chine et la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, et qui vise à assurer la pérennité et la sécurité du « Far-West » chinois.

Dans l'hypothèse de la « triade » présentée ici, on admettra la poursuite de la marginalisation de la Russie ^[2] et l'émergence de la marginalisation du Japon. Comment, dans ces conditions, ne pas espérer que l'UE joue enfin un rôle majeur sur le théâtre international, son ensemble permettant de diluer la responsabilité de plusieurs Etats européens dans les « traités inégaux » dont la Chine a souffert au 19e siècle. Le jeu diplomatique chinois est complexe : maintenir la stabilité régionale, rester la seule puissance nucléaire de la région et contenir l'influence américaine. Décidément, 2012 est plus qu'un symbole.

Liam FAUCHARD / FutureScan / Octobre 2010

[1] = François LENGLET – *La guerre des empires* – Fayard 2010

[2] = Martin MALIA - *L'Occident et l'énigme russe* – Seuil 2003

Note additionnelle : le renouvellement des dirigeants principaux de la République Populaire de Chine intervenu au début du mois de Novembre 2012 ne modifie pas l'analyse présentée en Octobre 2010. Les défis posés à ces dirigeants n'ont pas changé de nature ni d'horizon ; simplement, le renouvellement des générations commence à se faire sentir et la clairvoyance devrait l'emporter dans le pilotage d'un porte-avions de 1,3 milliard d'âmes, ne l'oublions jamais. Et cessons de regarder la Chine avec nos prismes occidentaux.

LF

L'écologie serait devenue l'alpha et l'oméga des préoccupations des petits êtres anecdotiques qui s'agitent à la surface du globe terrestre, reléguant à l'arrière-plan voire les ignorant carrément les questions du besoin élémentaire, comment alimenter mon corps pour produire l'énergie dont il a besoin, notamment pour mon cerveau (20%) ; des besoins d'amour, de chef, de mobilité, de grégarité, de spiritualité... bref de tous ces invariants anthropologiques qui accompagnent obstinément l'homo depuis qu'il s'est dressé (*erectus*).

L'écologie est la présentation formelle des conditions, l'écosphère avec ses composantes physico-chimiques, qui a permis, dans des situations encore bien difficile à expliquer, la constitution d'une biosphère dont les articulations biologiques et biochimiques ont concouru à l'expression des gènes et à l'apparition de la vie organique. Il se trouve, mais qu'est-ce qui aurait pu empêcher son génie créatif de s'exprimer, que l'on soit croyant en un dieu transcendant ou que l'on soit un rationaliste convaincu, de créer un environnement propice à son bien-être, à son confort, à sa longévité, c'est-à-dire la technosphère ?

« Notre devoir d'hommes et de femmes est d'agir comme si les limites de notre puissance n'existaient pas. Nous sommes les collaborateurs de la Création. » [Teilhard de Chardin].

Depuis plusieurs décennies sont apparus des mouvements écologistes, que l'on devrait plutôt appelés écologisme, tant les approches qui sont proposées sont de nature « *idéologie qui a réponse à tout* », comme le fut le catholicisme, le soviétisme, le fascisme, ou encore l'Islam de nos jours. Nous en avons une démonstration éclatante avec le « *réchauffement climatique* », toujours présenté comme une faute de l'homo sapiens envers Gaïa, une faute qu'il faut expier. Le bon sens est plutôt à portée de main : que signifie une « *augmentation de la température moyenne de l'atmosphère de la Planète* » pour les vingt millions d'habitants de la Sibérie où, localement, il fait - 70°C l'hiver et + 30°C l'été ? ^[1]

Revenons aux fondamentaux du capitalisme qui semblent régulièrement occultés permettant ainsi de qualifier de « capitalisme » ce qui ne l'est pas : inventions via les sciences, financement des investissements productifs par une épargne privée abondante, pas de création de monnaie ex-nihilo, pas de banque centrale, faible inflation, économie extensive et évolutions lentes des structures productives. De ce point de vue les tenants de l'écologisme sont des tenants du capitalisme : pas de production de biens superflus, pas de consommation ostentatoire, pas d'innovations inutiles, peu de prédation de matières premières, etc.

Si l'on ajoute à cela la composante du libéralisme économique, celle du « *laissez-faire, laisser passer* » qui se boucle avec les mutations darwiniennes indépendantes de l'intervention des êtres humains, le cercle vertueux saute aux yeux : écologisme et capitalisme, même combat. Darwin n'a rencontré qu'une seule contestation lorsqu'il a montré que l'espèce humaine était une espèce strictement comme les autres dans le monde de l'évolution, celle qui a dit que : oui, mais une espèce dotée de la conscience. Certes, mais en neurologie, la conscience c'est le cerveau qui se pense lui-même. Retour à la case départ.

Phil SHANAHAN, Octobre 2012

[1] = Le continent antarctique qui contient 92 % de toutes les glaces de la Planète, est sur une tendance à l'accroissement ; depuis 1998, la température moyenne du Globe est stable voire en légère diminution... [La Recherche, Science, Geophysical Review...]

LE TÉLÉTRAVAIL, CHEMIN VERS L'ENTREPRISE DE DEMAIN ?

Le télétravail ou travail à distance à l'aide des technologies de l'information et de la communication est entré dans l'âge mûr. Le chiffre réel de télétravailleurs est deux fois plus élevé que celui souvent annoncé, la demande de télétravail explose et nos organisations sont bouleversées en profondeur. Mais derrière ce changement on aperçoit la révolution à venir du monde du travail.

Dans l'esprit de beaucoup de managers ou de syndicalistes, les préjugés sur le télétravail ont la vie dure. Pour les premiers, télétravail est synonyme de travail devant la télé, de « *téléglanbouille* » ou de travail toute la journée en pyjama. Pour les seconds, le télétravail est souvent encore assimilé à un travail à la tâche qui isolerait le salarié chez lui.

Malgré cela, la pratique télétravail explose en France, pays qui a longtemps été rétif à cette organisation du travail. Et classé avant dernier dans les comparatifs internationaux, juste avant l'Italie ^[1].

L'état du télétravail

Selon une méta-étude des statistiques publiées entre 2000 et 2010, réalisée par le cabinet LBMG Worklabs et publiée sur le site Zevillage.net ^[2], on compterait en France près de 17% de télétravailleurs, 16,7% pour être précis dont 14,2% pour les seuls salariés du privé et du public. Presque le double du chiffre souvent avancé de 9% qui remonte à 2006.

L'explication de ce décalage des chiffres tient au fait que les « télétravailleurs gris », qui pratiquent sans formalisation juridique (*et donc sans être comptabilisés*) avec leur employeur, sont nombreux. La maman qui choisit le télétravail du mercredi pour rester près de ses enfants ou les salariés qui préfèrent s'isoler chez eux pour terminer un rapport ou des tâches créatives sont nombreux. La loi de mars 2012 sur le télétravail devrait rapidement pousser les entreprises à régulariser la situation juridique... et à faire monter les chiffres officiels.

Autre symptôme de l'explosion du phénomène : le développement rapide d'accords cadres sur le télétravail négociés dans les grandes entreprises françaises. Air France, Alcatel, HSBC, Canal Plus, L'Oréal, Cap Gemini, Accenture, Alstom, Schneider, Hewlett-Packard, Areva, Atos, Mondial Assistance, Bouygues Telecom, Michelin, Renault, Axa, Orange, SFR... Près de 50% des entreprises du CAC 40 ont aujourd'hui mis en place une politique de télétravail.

Mais l'envolée de la pratique du télétravail cache de grandes disparités entre entreprises. Qui traduisent elles-mêmes des politiques de management variées dans lesquelles la culture du « *présentisme* » bloque l'évolution vers le travail à distance. Là aussi, les exemples de succès devraient, par contagion, aider à convaincre les responsables d'entreprises de basculer vers une culture de la confiance, du management par objectif et du suivi de la performance. Une relation employeur-employé plus adulte dans laquelle ce dernier gagne de l'autonomie et du temps.

Le télétravail c'est bon pour la planète aussi

Le succès du télétravail s'explique par les bénéfices qu'il apporte. Aux salariés d'abord qui économisent du temps et de l'argent de leurs déplacements maison-bureau. Une économie réinvestie en temps personnel. La société Steria a mesuré ces gains : pour une journée télétravaillée par semaine, leurs salariés économisent en moyenne chaque année 9 jours et 1 651 €. Le double pour deux jours de télétravail par semaine ! Sans compter les économies réalisées sur des postes de dépenses surprenant comme... le pressing. Plus besoin de porter une tenue impeccable au bureau. De là à dire qu'on passe ses journées de télétravail en pyjama...

^[1] Rapport sur le développement du télétravail dans la société numérique de demain <http://goo.gl/VPCrw>

^[2] Les vrais chiffres du télétravail <http://goo.gl/OKbXL>

LE TÉLÉTRAVAIL, CHEMIN VERS L'ENTREPRISE DE DEMAIN ?

suite

Cet « évitement de mobilité » gagné pour le salarié grâce au travail à distance engendre également des retombées positives pour la société : en économies de carburants et d'émissions de CO₂, en non achat de véhicules et en non investissements publics en infrastructures.

Le bénéfice en retour existe aussi pour les entreprises qui voient le bien-être de leurs salariés augmenter, le taux d'absentéisme diminuer et les accidents du travail sur le trajet domicile-bureau baisser. Et la productivité de leurs salariés augmenter d'un quart comme le démontre une étude réalisée en 2010 par la société Citrix . Normal, en télétravail notre journée de travail n'est plus hachée par les interruptions comme au bureau. Tout seul ou avec les autres mais quand je veux

Ce développement du télétravail masque un phénomène sociétal plus large, une sorte d'aspiration à l'autonomie (*financière mais pas seulement*) qui se traduit également par la création d'activité sous forme d'auto-entreprise ou autres statuts. Près de 90 % des jeunes diplômés aspirent à un bureau plus flexible selon une étude du cabinet Deloitte en 2010.

On aspire à plus d'autonomie mais sans pour autant vouloir s'isoler. On veut télétravailler chez soi tout en restant en contact avec ses collègues et branché sur la vie de l'entreprise. Tout cela grâce à une maîtrise généralisée des outils de travail à distance.

Cette pratique est du numérique est banale en entreprise. Ne s'envoie-t-on pas déjà des mails d'un bureau à l'autre d'une même société ? Alors, pourquoi pas à distance ?

Ce phénomène d'indépendance-association s'incarne dans le mouvement du coworking qui réunit majoritairement des non salariés urbains dans un même lieu où ils se retrouvent ponctuellement ou régulièrement pour travailler ensemble.

Né il y a six ans à San Francisco, ce mouvement s'étend aussi en milieu rural dans des télécentres qui permettent de recréer des collectivités de travail, comme dans l'Orne ou en Seine-et-Marne, et de lutter contre l'isolement. Avec une différence avec l'entreprise : on y vient quand on veut. Pas étonnant que ces « tiers-lieux » entre le bureau et la maison se développent très rapidement. Inexistants en France il y a 5 ans, on compte actuellement une centaine de réalisations et une centaine de projets en cours.

Le changement invisible

La généralisation du travail collaboratif à distance induite par la pratique officielle ou officieuse du télétravail engendre des changements d'organisation profonds.

La part complexe et la valeur ajoutée du travail des entreprises se déplace à leur périphérie, là où elles sont en contact avec l'extérieur, avec les autres. Cette observation de Harold JARCHE^[2] met en évidence les adaptations que doivent réaliser les organisations pour être plus réactives et être capables de résister à un environnement flou, chaotique.

On aspire tous à une vie plus harmonieuse dans laquelle la frontière travail-vie privée est floue. Et comme les TIC le permettent, on choisit son lieu de vie plutôt que de le subir pour travailler le plus près possible de son lieu d'habitation.

Dans ce monde invisible, on en a ras-la-casquette du métro-boulot-dodo et de sa variante banlieusarde, auto-boulot-dodo qui conduit 73% des Français à se rendre au travail en voiture. On trouve stupide de perdre tant de temps et tant d'argent chaque jour pour se rendre sur son lieu de travail. On ne supporte plus de polluer autant pour travailler et on veut mettre son mode de vie en accord avec ses idéaux.

^[1] Les bénéfices du télétravail chiffrés par une étude <http://goo.gl/CnqmX>

^[2] The networked workplace <http://goo.gl/VXB3j>

Dans le monde visible on installe encore des systèmes de contrôle de présence. Plus modernes que la vieille pointeuse dans l'usine, mais du même acabit. On contrôle et on mesure le temps de travail car c'est ce qu'on achète au salarié.

Même si chacun sait que, paradoxalement, il est plus facile de faire semblant de travailler dans l'entreprise qu'en télétravail. L'entreprise où nos journées de travail sont hachées par les interruptions incessantes.

Dans le monde invisible, on sait que la valeur d'un travail ne dépend pas de sa durée d'exécution ni de la manière de l'accomplir. On travaille donc par objectifs et l'on sait que la confiance est plus efficace que le contrôle.

Le phénomène devrait même s'accélérer avec les jeunes de la fameuse Génération Y qui vont, dans peu d'années, arriver dans ou autour des entreprises.

Vers des organisations agiles et apprenantes

On le voit, le télétravail conduit à prendre des habitudes de travail en réseau, un mode d'organisation qui semble être une tendance importante du monde du travail. En réseau à l'intérieur de l'organisation (*management transversal, travail collaboratif, télétravail...*) et en réseau avec ses partenaires et avec ses clients.

Comment fait-on pour atteindre cet objectif ? On commence par transformer sa gouvernance et son mode de fonctionnement. Harold Jarche résume ces changements en deux points : la distribution du pouvoir, qui repose sur la confiance, et la transparence.

Distribuer le pouvoir permet de faire jouer le principe de subsidiarité. Celui qui est proche du problème doit posséder le pouvoir de le régler. Plus efficace et plus rapide que de monter puis de redescendre la voie hiérarchique pour bouger un petit doigt.

Les leviers de la confiance et de la transparence

Or, ce pouvoir ne peut se partager que sur la base de la confiance et pas sur un mode autoritaire. Seule la confiance permettra l'autonomie là où le contrôle à priori bloque la prise de décision. Seule la confiance assurera au salarié que ses erreurs ne seront pas considérées par son manager comme des fautes mais comme des occasions d'apprendre.

Sans confiance comment autoriser ses salariés à télétravailler par exemple ? Une culture du contrôle plutôt que de la confiance qui pourrait expliquer pourquoi les pays latins sont en queue de peloton pour le télétravail. Or, le télétravail est un indice du degré d'adoption du mode « *travail en réseau* » par l'entreprise.

La transparence est l'autre pilier de la transformation vers le lieu de travail en réseau. Elle permet à chacun de connaître et de comprendre en temps réel ce que font les autres membres de l'organisation.

Elle permet de partager ses erreurs pour les corriger et de mettre ainsi en place un processus auto-apprenant. Plus simple à dire qu'à faire mais une transformation de l'organisation des entreprises à laquelle nous assistons sous nos yeux.

Xavier de MAZENOD

Il y a pléthore de publications sur « les » jeunes et des interrogations subsistent venant des adultes, soit pour décrier les comportements des jeunesses qui ne veulent plus travailler, qui sont insouciantes, voire qui ne pensent qu'à se droguer... soit pour faire comprendre aux jeunes générations que le peuple du baby-boom a tout colonisé et ne leur a laissé que les miettes.

Le Groupe FUTUROUEST ayant en cours une recherche portant sur « Jeunesses – Educations – Formations », il est apparu utile d'interroger un petit groupe de jeunes Bretons pour recueillir leurs manières de voir, leurs perceptions du présent, leurs anticipations de l'avenir.

Ils ont accepté que leurs prénoms soient conservés.

Bien entendu, il ne s'agit pas d'un « panel représentatif » ; néanmoins, écoutons avec attention ce qu'ils disent, ce qu'ils racontent sur... nous.

Q00/ Profil, cursus, origines ... des répondants.

Anne.

24 ans, née en Normandie et a grandi en Bretagne, titulaire du DUT carrières sociales (Le Havre), d'une licence professionnelle animation et développement des territoires ruraux (Châteauroux) et actuellement en Master 2 aménagement et développement des territoires maritimes et littoraux (Lorient).

Cloé.

27 ans, éducatrice spécialisée (BAC+3), française, mariée, un enfant.

Guillaume.

25 ans, père : retraité (ouvrier), mère ouvrière.

Bac ES. Ensuite j'ai fait une L1 de sociologie puis un DUT carrières sociales option animation socioculturelles. Après mon DUT j'ai fait une L3 de sciences de l'éducation, à Rennes.

Après mes études je ne voulais pas me lancer dans le monde du travail et j'avais envie de partir à l'étranger. J'ai fait un service volontaire européen (SVE) en Pologne pendant 9 mois.

Aujourd'hui j'habite chez des amis qui m'hébergent gratuitement, après 3-4 mois de RSA, de recherche d'emploi, stage à l'étranger, j'ai décroché un CDD de 8 mois pour travailler au Point Information Jeunesse de la ville d'Auray

Jean-Baptiste.

Lorientais, grandi à Larmor, père cadre, mère libérale (prof allemand-anglais).

2006 Bac ES mention AB, Un an d'hésitation et de ratage. Licence de géographie à Nantes, Erasmus à Saragosse, Espagne. M1 Tourisme et DD à Montpellier, stage à Barcelone. M1 et M2 ADTML à Lorient

Julien.

Julien, 26 ans, actuellement au chômage. Ma mère est vendeuse et mon père est peintre en bâtiment. J'ai grandi à Peillac jusqu'à mes 21 ans et effectué la première partie de ma scolarité en enseignement privé catholique. Ensuite, j'ai été dans un collège privé à Allaire et au lycée Saint-Sauveur à Redon. Dans ce dernier, j'ai d'abord voulu faire un bac économique et social mais on ne m'a pas admis alors que j'avais la moyenne. Ne voulant pas changer de lycée pour aller dans le public ou j'étais admis, pour rester avec mes amis, je me suis orienté vers la seule filière restante : le bac science technique tertiaire option commerce. En 2005, j'obtiens ce bac et je veux poursuivre vers un B.T.S. commerce en alternance mais celui-ci étant tous récent, je n'ai pas pu trouver d'entreprise malgré de nombreuses demandes. Donc durant cette année, j'ai continué mes recherches pour trouver une entreprise et commencer à travailler en intérim. Puis l'été de cette même année, j'ai commencé à travailler comme saisonnier au parc de la préhistoire de Malansac. S'en est suivi, encore une saison et on m'a proposé un C.D.I. que j'ai accepté. À partir de là, j'ai travaillé pendant sept années comme employé polyvalent payé au Smic,

JEUNES, ET FIERS DE L'ETRE suite

en travaillant plus de 35 heures par semaine en saison, heures supplémentaires non payées. J'ai fini par démissionner, il y a deux ans ou je me suis un peu remis en question sur mon orientation et depuis j'alterne intérim et emplois ponctuels.

Marie.

29 ans, Post doctorante a Londres dans un institut de recherche. Cours universitaire jusqu'à la thèse, seulement une année « off » à voyager / monter un projet pédagogique et culturel.

Younn.

28 ans, détenteur d'une licence d'arts graphiques obtenue à Bruxelles, originaire de Lorient, vivant à Lille, père d'un enfant de onze mois. Originaire de la classe moyenne supérieure.

Q01/ Vous avez entre 24 et 29 ans en 2012, c'est-à-dire que vous êtes nés avec la « génération de L'Internet ». Que vous inspire cet environnement ?

Anne.

Une rapidité des échanges d'informations, de savoirs, un accès illimité à toute sorte d'information. Une communication grandement facilitée, dans le travail comme dans la famille et le cercle d'amis. Une dématérialisation de l'information, au détriment par exemple du livre.

Cloé.

Rapidité – Mobilité – Liberté.

Guillaume.

Je ne me vois pas vivre sans L'Internet, autant je n'ai pas de télé, autant L'Internet est un outil que je trouve indispensable. Recherche d'infos (*personnel, sur des projets futurs, dispositifs, etc.*), d'emploi, L'Internet simplifie la vie tel que pour gérer ses comptes bancaires, administration, etc.

L'Internet a aussi ses cotés pervers, trop d'infos tue l'info, c'est exactement ce qui se passe sur L'Internet, il faut trier, Google ou Wikipédia ne sont pas sources de La vérité. Ainsi L'Internet peut simplifier la vie mais c'est une activité qui peut s'avérer très chronophage.

D'autant plus qu'au delà de l'outil pratique et utile, c'est aussi un espace de divertissement, il est donc parfois difficile de se concentrer sur L'Internet tant on peut se dissiper facilement.

Jean-Baptiste.

L'immédiateté de l'information, la facilité, un monde trop rapide... plutôt des choses négatives même si L'Internet est tout de même très pratique. Mais on s'y perd.

Julien.

J'ai connue L'Internet assez tard, je devais avoir 18 ans donc je ne me considère pas forcément de «*la génération Internet*» même si maintenant cela devient un outil indispensable pour la recherche d'emploi, la rédaction de courrier et autre, l'information, etc.

Marie.

L'Internet c'est la communication, contact avec des gens de par le monde, et aussi la folie associée à une certaine perte de control en masse.

Younn.

Il est trop tôt pour tirer la moindre conclusion à propos de L'Internet. Ce truc nous fascine tous complètement. Est-ce entrain de nous sucer le cerveau ou au contraire de nous préparer à une ère de super-intelligence et de super communication ? Je n'en ai pas la moindre idée.

Q02/ Vous avez suivi des études secondaires et supérieures, pourquoi ?

Anne.

Pour vivre la vie étudiante.

Pour continuer à apprendre des choses,

Pour retarder l'échéance d'entrée sur le marché du travail

Cloé.

Je ne me suis pas vraiment posé la question. Il « fallait » faire des études.

Guillaume.

Il me semblait que c'était une évidence, je voulais faire quelque chose qui me plaise, et j'ai toujours aimé apprendre des choses, donc l'école n'était pas nécessairement un fardeau. Je savais ce que je voulais faire : animateur socioculturel, pour y parvenir il fallait que je fasse des études.

Jean-Baptiste.

Mon cadre familial et éducatif m'y a poussé, le fait que j'ai toujours été plutôt adapté au système éducatif de notre société.

Mais j'estime aujourd'hui n'avoir peut-être pas fait le bon choix. Des études moins longues m'auraient été plus bénéfiques. J'ai l'impression de perdre du temps, envie de travailler. Et aussi le sentiment que mon salaire ne sera pas bien supérieur à quelqu'un qui n'a pas fait d'étude, ce qui est un peu frustrant.

Julien.

J'ai suivi des études secondaires car ça me plaisait et aussi à cause mais de façon très légère, d'une pression de ma mère pour que j'obtienne au moins le baccalauréat ayant eu de très bon résultat en primaire et collège.

Marie.

Ca m'a paru naturel. Je ne me suis pas trop posée de question. Dans la famille / milieu d'ou je viens, tout le monde fait ça. Et en passant, je veux faire de la recherche depuis le DEUG.

Younn.

La question ne s'est pas vraiment posée, cela était naturel au sein de ma famille.

Q03/ Quels regards portez-vous sur la société française et européenne dans laquelle vous avez débuté votre vie d'adultes ?

Anne.

Sur la société française : une société encore fortement ancrée dans ses traditions, une société de diplômés, ne laissant pas de deuxième chance dans l'emploi, une administration lourde et lente...

Une société où l'éducation est laïque et gratuite, où des mécanismes de protection sociale permettent de se protéger voir de prendre des risques.

Sur la société européenne : une société de partage (*je l'espère*), notamment avec des programmes comme ERASMUS ou le SVE. Une opportunité pour les jeunes, dans les études comme dans le travail.

Cloé.

J'ai eu la chance après le bac de faire un service volontaire européen (SVE) à Cracovie, en Pologne. Cette expérience m'a permis de rencontrer plein de jeunes européens de nationalités différentes. A 18 ans, en 2003, je me sentais plus européenne que française. Je pensais que tous les pays européens allaient pouvoir profiter de notre système de protection sociale, que les populations seraient libres de circuler et je rêvais qu'à moyen terme, on envisage même d'abolir toutes les frontières du monde... Quand je vois aujourd'hui qu'on expulse des Roms, je dois dire que j'ai beaucoup moins d'illusions. Je suis triste

JEUNES, ET FIERS DE L'ETRE suite

de m'apercevoir que nous vivons dans un monde gouverné par la finance et que la solidarité passe malheureusement généralement au second plan.

Guillaume.

En France, on ne donne pas suffisamment la chance aux jeunes, il faut des diplômes, de l'expérience (*comment en avoir si on ne nous offre pas la possibilité*). Alors que dans d'autres Pays, on donne cette chance, ce qui prime c'est la motivation, je pense notamment au Royaume-Uni.

En France en tant que jeune, nous avons cependant une chance incroyable on reçoit des aides financières pour le logement, chômage, RSA, etc.

L'Europe est selon moi une très belle construction, le problème est qu'elle est trop fondée sur l'économie. Mais il existe des programmes européens très intéressants qu'il faut développer tels que le PEJA (*Programme Européen Jeunesse en Action*) avec des actions comme les initiatives jeunes, les échanges de jeunes, le Service Volontaire Européen, il y a Education et Formation tout au long de la vie avec Erasmus, Leonardo Da Vinci, Comenius, etc.

Jean-Baptiste.

Une société très ancienne et complexe, dont les exigences que l'Histoire impose au présent alourdissent les processus décisionnels, et à la fois innovatrice en termes de gouvernance, même s'il y aurait beaucoup à redire sur la difficile gouvernance de l'UE par exemple.

Une société en crise mais protectrice.

Une société politique malhonnête, qui a dégouté certains de la politique et de l'intérêt commun. Malheureusement une société trop individualiste.

Julien.

J'ai un regard assez amer sur la société française et européenne car je trouve qu'en France, l'éducation n'est pas appropriée à tous et ferme certaines portes à des gens. Économiquement, je trouve que l'emploi est difficile à trouver et que les contrats actuellement sont de plus en plus courts (*une semaine à un mois*). Par contre, je pense que nos protections sociales deviennent indispensables pour une majorité de personnes en cette période de crise. Culturellement, là, je trouve qu'il y a un foisonnement de diverses cultures, pour tous âges et partout même en région rurale.

Marie.

Un regard un peu formaté, pour sûr. Maintenant que je suis en GB je me rends compte que je ne me rendais pas compte des singularités de la culture française. Je pense que je m'efforce d'avoir un regard critique sans pour autant avoir l'impression d'y arriver grandement.

Younn.

La société traverse une phase peu enthousiasmante, une phase de prudence, de désillusion, de pragmatisme désabusé d'un côté, profondément cynique de l'autre. Le libéralisme n'admet pratiquement plus d'opposition idéologique. On peut vouloir le réformer, l'ajuster, mais pas lui opposer d'autre paradigme. Le débat ne peut avoir lieu qu'au sein de la pensée capitaliste. De fait, le débat social qui ne se résume plus qu'à une recherche d'optimisation du système en place pour éviter sa faillite, est monopolisé par des spécialistes, on y trouve pas ou peu de penseurs, jamais d'avant garde. En fait le concept d'avant garde n'existe plus, on écoute débattre des techniciens. Non je rigole, en fait cette optimisation du modèle de la « démocratie occidentale » marche, d'un côté. J'ai peur du monstre capitaliste qui semble bien décidé à bouffer la planète mais est-ce bien rationnel ?

Q04/ Considérez-vous que vous êtes autonomes ?

Anne.

Oui, j'ai mes propres ressources financières

Non, je suis encore en étude et je n'ai pas de projets précis, je ne me sens pas «fixée», donc pas totalement autonome...

JEUNES, ET FIERS DE L'ETRE suite

Cloé.

Oui et non. Je travaille, j'ai un salaire, je ne suis pas aidée financièrement par ma famille, je me sens donc un peu autonome. Mais je bénéficie d'aides financières de l'état : j'ai des APL, des allocations pour mon enfant, un complément mode de garde (pour m'aider à payer l'assistante maternelle)... De plus, je ne produis pas ma nourriture... je ne suis donc pas complètement autonome.

Guillaume.

Je pense que oui, je dirais que c'est aussi grâce aux aides financières comme le RSA que je reçois.

Jean-Baptiste.

Non.

Julien.

Oui, je me considère comme autonome malgré ma dépendance aux aides sociales que je perçois pour l'instant car prochainement, je serai ravi de contribuer à mon tour à ces aides.

Marie.

Oui.

Younn.

Non. La question est bizarrement posée mais je ne vois pas beaucoup de gens vivant de manière autonome en France aujourd'hui. Je n'ai pas vocation à produire ma propre nourriture ni à filer mon coton moi même.

Q05/ **Quels sont vos projets de vie (vision générale) ?**

Anne.

Idem, pas de projets précis même si je compte bien voyager, avoir de multiples expériences professionnelles dans divers domaines, avoir des enfants aussi.

Cloé.

Travailler dans le domaine du social, aider des gens qui en ont besoin, avoir d'autres enfants, les accompagner vers l'âge adulte, acheter peut être un jour une maison, et continuer d'avoir des activités extra-professionnelles (*engagement militant, associatif, activités sportives, culturelles et voyages.*)

Guillaume.

Travailler dans le domaine qui me plaît, c'est à dire le travail jeunesse dans une dimension européenne et/ou internationale. Mais au delà du travail, être entouré de mes amis et fondé une famille même si pour le moment ce n'est pas simple (je suis homosexuel) je sais que ca le sera bientôt.

Jean-Baptiste.

C'est flou, mais voyager beaucoup en travaillant, peut être sortir du système classique. Ne pas trop compter sur la retraite...

Julien.

Mon projet de vie est pour l'instant de trouver un emploi, un peu plus stable et me plaisant. Ensuite, j'aimerais construire une vie de famille avec mon amie, peu m'importe où. Là, j'adorerais m'occuper de mon ou mes enfant(s) le plus possible quitte à avoir un emploi à mi temps par exemple et si financièrement cela est possible.

Marie.

Etre bien ? Subvenir à mes besoins tout au long de ma vie.

Younn.

Réaliser des bandes dessinées, écrire des romans, dessiner, jouer de la musique, élever des enfants, ne jamais travailler.

Q06/ Quelles sont vos souhaits ou engagements professionnels pour les années qui viennent ?

Anne.

Prendre du temps pour moi (*environ un an*), faire ce qui me plaît (*théâtre, animation, voyages, investissement associatif...*), avant de me mettre dans une dynamique de recherche d'emploi dans l'aménagement et le développement local.

Cloé.

Je souhaite pouvoir continuer à travailler dans mon domaine. Je n'ai pas de projets d'évolution pour l'instant. Je ne cherche pas à avoir plus de responsabilités ou un meilleur salaire. J'espère simplement continuer de pouvoir m'épanouir dans ce que je fais et être capable de changer de branche avant de me sentir usée si cela devait arriver un jour. J'espère ne jamais devenir une professionnelle aigrie en attente de la retraite. Aujourd'hui, je me fais confiance et je pense que si mon activité professionnelle me pesait, j'aurais les ressources nécessaires pour envisager une reconversion.

Guillaume.

Continuer à travailler dans le domaine de la jeunesse mais à l'étranger.

Jean-Baptiste.

Travailler quelques années dans différentes structures, voir un peu de tout, et me former sur le tas.

Julien.

Mon souhait le plus cher serait de travailler en médiathèque mais ayant passé les vingt-cinq ans les possibilités de stages et formations sont réduites. Sinon, je travaillerai dans mon domaine de compétence le plus grand qui est jardinier.

Marie.

Je serai toujours sous contrat dans les 1 à 2 années qui viennent, donc pas de changement. Ensuite, j'imagine chercher toujours du boulot dans la recherche avec peut être un retour en France. Une pause voyage entre les 2 contrats ne ferait pas de mal (*mais travaillant en GB, je n'aurai pas de chômage*).

Younn.

J'arrive à placer des projets de bandes dessinées chez des éditeurs professionnels, cela ne me rapporte que très peu d'argent mais j'ai touché quelques bourses du Centre National du Livre qui me permettent pour l'instant de me consacrer à mon travail. J'espère que ces projets seront suivis par d'autres mieux payés et que je pourrais ainsi continuer de me consacrer à ma pratique artistique. Je ne crois pas qu'il y ait de différence entre gagner de l'argent directement par la vente d'œuvres et toucher des subventions. Après tout l'Etat est un client comme un autre.

Q07/ Si vous recevez des subsides de la Protection Sociale (APL, RSA, Allocations chômage... etc...), comment considérez-vous cela ? => Est-ce normal ? Vivez-vous aux crochets de ceux qui produisent ces ressources ? Comment voyez-vous vos apports futurs à la collectivité... ?

Anne.

Vu mon âge et ma situation actuelle, j'aurais fait d'autres choix si je n'avais pas les ASSEDIC. Ayant travaillé avant mon Master, j'aurais tout fait pour continuer mon boulot, j'aurais renoncé aux études... Dans mon cas, c'est une réelle opportunité de toucher des ASSEDIC, ça me donne une grande liberté et une autonomie, face à mes parents notamment.

Plus tard, par mon travail, je compte bien payer ma part à mon tour à la société, mécanisme que je trouve tout à fait normal et à préserver.

Cloé.

Je n'ai jamais perçu d'indemnités de chômage. Par contre, j'ai déjà touché le RSA et de nombreuses autres prestations de la CAF (*que je perçois encore à l'heure actuelle*). Je n'ai pas l'impression de vivre au crochet des travailleurs parce que je suis aidée par l'Etat. Je suis tout à fait favorable à un système de redistribution des richesses. Aujourd'hui, j'ai besoin de ces aides, je n'ai aucun sentiment de honte parce que je les reçois. Demain, je n'en n'aurai peut être plus besoin, ce sera tant mieux, et alors je serai contente de cotiser pour les autres. Je ne peux pas dire si je suis prête à donner autant, plus ou moins que ce que j'ai reçu. Je suis favorable à un système où on donne selon nos moyens et où on reçoit selon nos besoins.

Et je pense que ce qu'on apporte à la société ne peut pas se compter uniquement en monnaie sonnante et trébuchante. Si on aide les autres, qu'on écrit des livres ou qu'on plante des arbres, on rapporte peut être très peu d'argent à la société (*on lui en coûte même parfois*) mais on contribue quand même indubitablement à rendre la société de demain plus riche.

Guillaume.

Je reçois le RSA, je vois cela comme une aide, un coup de pouce sans laquelle je n'aurais pas pu être autonome et rechercher sereinement un emploi, un stage à l'étranger.

Je n'estime pas que je vive « *aux crochets de la société* », comme vous le dites. En France la solidarité est une valeur importante, aujourd'hui je ne travaille pas, mais j'ai le droit de vivre décemment. Je viens de trouver du travail, je vais donc contribuer aux financements de ces aides. Chacun son tour.

Néanmoins il est vrai qu'être bénéficiaire du RSA procure un certain nombre d'avantage, tout comme être étudiant ou avoir moins de 25 ans, comme par exemple pour le train, la culture (*cinéma, concert...*) etc.

J'ai trouvé du travail, mais n'ayant pas de véhicule se pose la question du transport (*90 Km AR par jour*), j'ai l'opportunité de bénéficier d'aides au retour à l'emploi pour acheter une voiture ou prendre en charge le train, donc je vais en profiter, mais je ne pense pas que c'est profiter de la société, c'est ce qui va me permettre de me lancer dans le monde du travail.

En bref, je pense que la situation des jeunes n'est pas simple en France (*ce n'est pas la pire au regard de la Grèce ou de l'Espagne*), mais grâce à ces aides, nous avons la chance de pouvoir vivre dans de meilleures conditions que nos voisins européens lorsqu'on n'a pas de travail. Si on donnait davantage la chance aux jeunes de pouvoir travailler sans justifier d'un diplôme ou d'expériences, peut être la situation serait différente. J'ai de la chance d'avoir un diplôme, c'est grâce à cela que j'ai pu trouver du travail.

Jean-Baptiste.

J'en perçois peu (*APL seulement*).

Je n'ai pas le sentiment de vivre au crochet d'autres personnes (*sinon mes parents*) mais de profiter de l'Etat. Je crois que tout le monde, à un moment de sa vie, est bien content de pouvoir compter sur l'Etat-Providence. Je n'ai pas l'intention de toute façon de me contenter des faibles revenus que celui-ci serait susceptible de me prodiguer si je restais inactif.

Julien.

Je considère ça tout à fait normal et ne pense pas vivre aux crochets des autres en général car je suis en ce moment au chômage mais j'ai bon espoir de travailler et là, je rendrai la pareille à la société. Marie. Non concernée.

Younn.

J'ai bénéficié et je continue à bénéficier de pas mal d'aides sociales, notamment les APL et la CMU. Ces aides me permettent, en vivant raisonnablement, de faire ce qui me passionne. Ce système est fabuleux, exemplaire, on a souvent tendance à l'oublier. Je ne me considère pas plus parasitaire qu'un ouvrier ou qu'un chef d'entreprise. Chacun est libre. Je ne compte pas apporter grand chose à la société... Peut-être quelques unes de mes contrepèteries me survivront-elles.

Q08/ Que pensez-vous de l'Allocation Universelle [Revenu mensuel identique pour tous (potentiel de # 750 euro / personne majeure de nos jours), indépendamment de toute activité économique], si elle était instituée ?

Anne.

Elle permettrait à chacun de bénéficier d'un revenu de départ. De plus, elle se trouve dans une autre logique que celle de l'emploi. Elle pourrait permettre de s'investir autrement que dans son travail : dans des associations, dans sa famille, dans ses passions...

Cloé.

Je suis tout à fait favorable à une telle allocation. Je ne pense pas qu'on ait besoin de beaucoup plus que 750 euros pour vivre (*chichement certes*). Ceux qui veulent plus peuvent travailler s'ils veulent. Mais je trouve ça bien que ce ne soit pas une obligation et surtout il me semble vraiment important que ceux qui sont exclus du marché du travail ne soient pas jugés et désignés de « parasites » ou de « cancer de la société » comme on a pu l'entendre dans la bouche de certains politiques.

Je suis également pour une réduction des écarts de salaires dans une entreprise. Même si elle a fait moins d'étude, car je suis persuadée que le travail d'une femme de ménage est beaucoup plus pénible que celui d'un chef d'entreprise.

Guillaume.

Je ne pense pas que cette idée soit réaliste, ce n'est pas soutenable. Mais je ne vois pas exactement de quoi il s'agit.

Jean-Baptiste.

Je ne connais pas cette idée, s'agit-il des travailleurs comme des autres ?

Je crois cependant que ce n'est pas une bonne idée, car les besoins des gens sont tous différents. Néanmoins le côté simplifiant de l'accès à l'allocation est une idée à creuser : que l'on arrête de perdre du temps dans les labyrinthes de l'administration.

Julien.

Je pense que l'Allocation Universelle serait bénéfique à tout le monde et permettrait à notre société d'être plus égalitaire et solidaire.

Marie

En théorie très jolie. Il n'est absolument pas dans mes possibilités de juger si c'est faisable ou non.

Younn.

Cette idée me paraît extrêmement intéressante. Issu d'une culture clairement gauchiste, j'ai même failli virer ma cuti à l'époque où de Villepin parlait de quelque chose s'en approchant. Je suis POUR ! Garantir à chacun de quoi vivre est un projet noble. Je n'ai cependant aucun moyen d'argumenter sur la faisabilité de ce projet. En tous cas la riche idée là dedans, c'est de donner la même aide aux riches et aux pauvres.

JEUNES, ET FIERS DE L'ETRE suite

Le travail salarié ne deviendrait alors plus qu'une option parmi toutes celles qui s'offrent à nous pour remplir nos vies.

Q09/ Quels sont les facteurs d'évolution (quantitatifs/qualitatifs) positifs (Economie, Social, Culture, Politique...) que vous voyez dans les années futures en France et en Europe ?

Anne.

Un développement des investissements dans le local (*circuits courts, dans l'alimentation, dans l'énergie...*), Une affirmation de la différence (*mariage pour tous*)

Cloé.

On continue de progresser dans les domaines de la recherche médicale, j'espère aussi qu'on continue d'évoluer doucement mais sûrement vers plus d'égalité hommes/femmes et une évolution des mœurs et des normes sociétales (*reconnaissance du mariage homosexuel, des familles monoparentales...*). De plus, il y a (*grâce aux nouvelles technologies notamment*) plus d'échanges entre les individus d'origines différentes, plus de moyens alternatifs d'expression... on peut espérer que les générations de demain soient moins racistes et plus tolérantes que celles d'aujourd'hui.

Guillaume.

Depuis que Sarkozy et l'UMP en général ont quitté le pouvoir, je trouve que les choses sont apaisées, on n'est plus dans la surenchère, ou à stigmatiser certaines populations comme les musulmans ou les Roms.

Il faut mettre la culture en avant il me semble, arrêter de penser d'un point de vue économique, productiviste.

L'éducation est la clé du bien-être d'une société, c'est sur cela que doit se fonder une société. Il y a encore du travail de ce côté là.

Jean-Baptiste.

Pour tous ces thèmes, le développement local me paraît un moyen potentiel de faire retrouver au citoyen l'envie d'agir et de s'impliquer, et de se trouver plus responsable de la société, et plus motivé à la faire évoluer dans une direction choisie et assumée.

Julien.

Les facteurs d'évolution positifs en matière économique, je n'en vois pas trop et je ne connais pas trop ce domaine. Au niveau social, je pense que le mariage ouvert à tous et les protections sociales revues à la hausse sont de bonnes choses et j'espère une évolution positive de ces derniers. Et on pourrait proposer en plus par exemple l'Allocation Universelle. En matière de culture, je trouve qu'il y a une diversité de plus en plus nombreuses et se développant partout. Et enfin, en matière de politique, je trouve qu'elle est plus apaisée en ce moment.

Marie.

Je suis un peu loin pour suivre tout ça de très près. Ce que je peux dire est que les priorités du moment ne semblent pas être les mêmes que les miennes. Moi je serais plutôt pour plus d'aide sociale. Plus d'attention portée à la consommation raisonnée et à moins de surproduction / surconsommation.

Younn.

C'est dur. Economie, social, politique j'ai du mal à en voir. Je suis conscient de ce que le système français est bon, de ce que le projet européen est beau, mais j'ai du mal à m'empêcher de penser que tout ce beau système s'érode doucement au fil des ans. Culturellement, L'Internet nous offre un potentiel absolument gigantesque de création et de diffusion. Je pense que nous n'en sommes qu'à ses balbutiements. La société du spectacle semble se casser la gueule, c'est pour ça que l'Allocation Universelle va devenir importante. Les artistes ne gagneront presque plus rien par la diffusion de leur création mais n'en

auront plus rien à foutre tant qu'ils ne rechigneront pas à manger des pâtes à tous les repas.

Q10/ Quels sont les facteurs d'évolution négatifs ?

Anne.

Une croissance du chômage, notamment des jeunes, une austérité croissante à l'échelle de l'Europe, une remise en question de nos acquis sociaux, un renforcement des nationalismes.

Cloé.

De moins en moins de solidarité (*une société où les individus sont de plus en plus individualistes*), un retour des mouvements extrémistes religieux, de plus en plus de gens qui assument leurs idées d'extrême droite...

Guillaume.

L'Europe s'entête à raisonner de façon économique (*budget 2014-2020*) alors qu'il y a tellement d'autres choses qui seraient tout autant fondateur à développer.

Julien.

Les facteurs négatifs sont malheureusement nombreux et dans tous les domaines. Économiquement et politiquement, la crise d'austérité et la manière dont elle est gérée est selon moi désastreuse et ne fait que subir la loi du marché et de ces obscures agences de notations. Ce qui entraîne une incompréhension du peuple, de la destruction d'emploi, de la morosité et la destruction à petit feu d'acquis sociaux. De plus, la politique française est devenue ultra médiatique et puérile (*Fillion et Copé par exemple*). On ne distingue plus la gauche de la droite ayant elles deux des connivences communes (*industries, banques...*). En ce qui concerne la culture, je trouve qu'il existe un foisonnement à tous les niveaux aussi bien sociaux que géographiques. De manière underground ou ouvert à tous.

Marie.

Ben, l'opposé. Trop de replis sur soi des communautés riches, pas assez d'aide sociale.

Younn.

La baisse alarmante du tabagisme, la réapparition de propos ouvertement racistes dans le discours ambiant (*je préférais « camarade nord africain » à « individu d'origine maghrébine »*), la realpolitik, la real-morale, la real-démocratie et la real-liberté

Q11/ Avez-vous envisagé d'aller vivre ailleurs qu'en France ?

Anne.

Le Québec dans deux mois ! Après on verra... Mais j'espère bien ne pas rester longtemps en France après le Québec... Pourquoi pas la Belgique (*pour l'animation*) ou Madagascar (*pour le développement local, je connais quelques personnes là-bas*).

Cloé.

Oui mais après avoir voyagé deux ans autour du monde, je crois que finalement, je suis plus dans mon élément en France, ou tout du moins en Europe où je comprends les codes culturels et sociaux, où j'ai mes amis, ma famille...

Guillaume.

Of course, mais pas toute ma vie, après avoir vécu neuf mois en Pologne, j'ai été piqué par le virus du voyage. On apprend tellement en voyageant, en rencontrant d'autres personnes. Je souhaite vivre

JEUNES, ET FIERS DE L'ETRE suite

à l'étranger mais sur de petites périodes de 2 ans maximum. En France on est trop centré sur nous-mêmes, je ne veux pas m'enfermer sur ma petite personne, au contraire je veux vivre des expériences professionnelles et personnelles qui soient les plus riches possible, je pense que voyager permet de s'ouvrir.

Jean-Baptiste.

Oui.

Julien.

Oui pourquoi pas mais je ne veux pas vivre ailleurs qu'en France si je me retrouve dans les mêmes conditions qu'actuellement.

Marie.

J'y suis.

Younn.

Oui, en Belgique, un temps mais pour l'instant je suis là.

Q12/ What else ?

Guillaume.

Suite à mes expérience, je pense que l'Europe à un rôle important à jouer sur cette question de la jeunesse, les programmes existants sont à développer, le plus connus Erasmus par exemple est une réussite dans le sens ou il crée une conscience européenne, c'est très riche. Il faut mettre en avant l'humain et non l'économie.

Julien.

Pour conclure, je dirai que j'espère vraiment que grâce à la jeunesse future, actuelle et passée, on arrivera à construire une France, une Europe et pourquoi pas un Monde plus humains et égalitaires. Un désordre global grâce à des solutions locales.

Marie.

Ben, c'est pas forcément mieux ailleurs.

Propos recueillis à fin Décembre 2012, via L'Internet.

COMPLÉMENT : JEUNES, ET FIERES DE L'ETRE suite

Compléments d'informations ex-post, extraits de « l'Atlas des jeunes en France » - Yaëlle AMSELLEM-MAINGUY & Joaquim TIMOTEO – Autrement 2012.

A/ Etre jeune en 1950 et en 2000

1950, fin de scolarité obligatoire : 14 ans ; 2000 : 16 ans.
Moyenne d'âge de sortie du système éducatif. 1950 = 18 ans / 2000 = 21 ans.
Majorité civile. 1950 = 21 ans / 2000 = 18 ans.
Premier emploi stable. 1950 = 20 ans / 2000 = 28 ans.
Age moyen de décohabitation. En 2000 = 23 ans.

B/ Apprentissage et Bac

De 1995 à 2010, on passe de 290 000 apprentis / an à 415 000. Le niveau est stable depuis 2007. De 1996-1997 à 2009-2010, % de Bac professionnel passe de 14,4 à 21,3 ; Bac technologique passe de 26,8 à 26,5 ; Bac général passe de 56,9 à 52,1.

C/ Devenir adulte.

« Sur la jeunesse, deux clichés s'opposent : il y aurait d'un côté une génération joyeuse et connectée (que certains appellent la génération Y), et de l'autre une génération marquée par les difficultés socio-économiques et la difficulté à s'insérer sur le marché du travail (la génération « précaire »). Pourtant, les choses ne sont pas si évidentes, la jeunesse française se caractérise d'abord par son hétérogénéité, et devenir adulte ne se résume pas à trouver un emploi, avoir une vie sexuelle active, vivre en couple ou encore avoir un logement indépendant. A côté des jeunes étudiants, stagiaires, au chômage ou ayant un emploi, il y a ceux qui ne « font rien » et que les statistiques ont bien du mal à compter. Premiers exposés au risque de marginalisation et d'exclusion en temps de crise, ces jeunes sont les plus vulnérables. La prolongation des situations de dépendance est toujours plus criante et l'écart se creuse entre les filles et les garçons, davantage concernés. »

D/ Activité professionnelle et mise en couple

Les études récentes montrent que les jeunes qui n'ont pas d'emploi (*chômage, inactivité, études*) sont moins souvent installés en couple que les actifs occupés et moins souvent engagés dans une relation stable. Pour les jeunes femmes, la pression sociale associant activité professionnelle et mise en couple est moins forte que pour les jeunes hommes. Faire des études, période d'attente et d'accomplissement dans le parcours professionnel des jeunes, participe à limiter l'installation en couple. Ainsi, à âge égal, les étudiantes – encore plus que les étudiants – ont quatre fois moins de chance que les actifs occupés d'être mariées.

E/ Logement et décohabitation

Partir de chez ses parents constitue l'une des étapes majeures du passage à l'âge adulte. Les travaux récents montrent que malgré l'allongement de la jeunesse, l'âge médian au départ du ménage familial a peu évolué depuis quarante ans. Il est situé aujourd'hui autour de 23 ans, les filles étant un peu plus précoces (*23 ans*) que les garçons (*24 ans*). L'idée reçue d'une « génération Tanguy » qui s'incrusterait durablement, par choix, au domicile familial est de fait remise en cause malgré l'allongement de la période des études et les tensions existantes sur le marché du travail.

F/ Culture / Lecture / Jeux vidéo

Les grandes manifestations gratuites telles que les journées du patrimoine, les premiers Dimanches du mois ou la Nuit des Musées possèdent une forte notoriété, notamment chez les jeunes.

COMPLÉMENT : JEUNES, ET FIERES DE L'ETRE suite

Leur fréquentation et leur succès dépendent beaucoup du lieu où l'on vit (*urbain, périurbain, extra-urbain, rural*) et de l'âge. Ce sont incontestablement les jeunes de moins de 25 ans qui en font l'usage le plus varié : la visite des musées se fait par exemple plutôt dans un contexte amical pour ce qui les concerne, alors que les trentenaires privilégieront la visite en couple. La gratuité des nocturnes exerce un effet d'attraction important sur les jeunes n'ayant jamais visité les musées concernés.

La majorité des jeunes télécharge illégalement de la musique et des films. Le streaming est entré dans les mœurs des plus jeunes. Ils sont près de 70% à regarder des films ou à écouter de la musique gratuitement en Haut Débit sur L'Internet, sans avoir à les télécharger.

Les garçons âgés de 13 à 19 ans consacrent environ 9 heures par semaine à jouer aux jeux vidéo. Les filles, quant à elles, jouent moins que les garçons : 43% d'entre elles y jouent souvent contre 85% pour les garçons.

G/ Génération de L'Internet

Les 10-30 ans ont grandi avec les T.I. apparues dans les années 1980. Ils sont les digital natives que l'aisance face aux T.I. distingue des digital immigrants, contraints à un perpétuel effort d'adaptation. La prééminence des T.I. dans les jeunes générations ne signifie pas que celles-ci sont coupées du reste des pratiques et consommations culturelles. L'investissement dans les pratiques traditionnelles est corrélé à l'investissement dans les pratiques numériques.

H/ Accès à la santé

Si dans l'ensemble les jeunes vont bien, cela ne doit pas masquer qu'un certain nombre d'entre eux connaissent des situations de mal-être problématiques. Les jeunes sont concernés par les inégalités sociales de santé qui persistent et se creusent en France, en dépit d'une amélioration globale du niveau de santé pour l'ensemble de la population française. Ces inégalités ont elles-mêmes un impact sur la santé des jeunes, et participent aussi, par exemple par les liens qui existent entre la santé et la réussite scolaire, aux inégalités scolaires. Dans ce contexte, l'élaboration de programmes territoriaux de santé publique, fondés sur les priorités locales, est fondamentale.

I/ European Values Survey

Les pp.72 et 73 condensent les évolutions mesurées en 1981 + 1990 + 1999 + 2008, d'abord sur les Pays de l'Ouest européen, puis sur l'Union Européenne complète. La famille reste la valeur « *number one* », toutes générations confondues et tous Pays confondues. Vient ensuite la valeur travail avec des nuances selon les Pays, les relations amicales et les loisirs venant parfois s'intercaler, surtout chez les jeunes. L'intérêt pour la Politique (*en réalité, les politiques menées*) vient ensuite, et la Religion confirme son dernier rang récurrent, bien que ponctuellement il y ait une (très) légère remontée de cette valeur, essentiellement dans quelques Pays de l'Est de l'UE.

J/ Politique

« *Les jeunes Français croient en leur propre avenir, pas en celui de la société. Les réponses des responsables politiques ne devront pas être trop générales car elles laisseraient de côté une partie de la jeunesse déjà laissée à l'abandon.* » [Olivier GALLAND]

Le tableau des votes des 18-24 ans aux élections présidentielles françaises depuis 1981 montrent leur positionnement.

1981 Marchais = 24% / Giscard d'Estaing = 23% / Mitterrand = 22%...

1988 Mitterrand = 35% / Barre = 17% / Le Pen = 16%...

1995 Chirac = 29% / Jospin = 21% / Le Pen = 18%...

2002 Mère = 14% / Le Pen = 13% / Chirac = 13% / Jospin = 13%...

2007 Royal = 34% / Bayrou = 20% / Sarkozy = 19% / Le Pen = 8%...

2012 Hollande = 29% / Sarkozy = 27% / Le Pen = 18% / Mélenchon = 8% / Bayrou = 8%...

K/ Religion

La société française est confrontée à une sortie du religieux sous l'influence des jeunes générations. Le mouvement de sécularisation, que signale le déclin des appartenances et des pratiques religieuses, progresse au fur et à mesure que les classes d'âges sont plus jeunes. L'appartenance des 18-29 ans est inférieure de moitié à celle des plus de 60 ans. En 2008, moins d'un quart des jeunes disent faire partie de la religion catholique, alors qu'un sur deux le déclarait trente ans plus tôt. Un jeune sur quatre se considère désormais comme athée convaincu, contre un sur dix il y a trente ans.

« La religion est largement devenue l'affaire de l'individu qui peut librement s'y engager, en changer ou s'en passer. » [Céline Béraud]

L/ Mobilité

La mobilité est devenue une source d'intégration sociale. Pouvoir et savoir se déplacer contribue, pour les jeunes, à l'acquisition d'autonomie par la saisie d'opportunités d'accès aux ressources de la vie sociale (*Formation, travail, loisirs*).

Part des jeunes ayant quitté leur région pour leurs études : de 15% pour le Bac jusqu'à plus de 50% pour Bac+5, en passant par 30% à Bac+3.

Les programmes Erasmus, Leonardo, Comenius, Grundtvig, ont largement contribué au développement de la mobilité des jeunes apprenants, d'une part, à l'objectif de renforcer le sentiment d'appartenance européenne, d'autre part. A partir de 2014, tous seront regroupés dans un seul programme de l'UE « Erasmus pour tous ».

Rien que pour Erasmus, depuis sa création en 1987, 2,5 millions de jeunes européens en ont bénéficié. Notons les différences de mouvement : les Pays qui accueillent plus qu'ils n'exportent = Suède, Finlande, Norvège, Danemark, Irlande, Royaume-Uni, Espagne... et ceux qui exportent plus qu'ils n'accueillent = France, Italie, Allemagne, Pologne, Hongrie, Roumanie, Turquie...

Service Volontaire Européen (SVE)

Destinations des jeunes Français en SVE : Vers Estonie (2%), Lituanie (2%), Suède (2%), Moldavie (2%), Belgique (2%), Malte (2%), Portugal (3%), Royaume-Uni (5%), Irlande (6%), Allemagne (6%), Pologne (6%), Roumanie (6%), Grèce (7%), Turquie (8%), Espagne (10%), Italie (10%)...

M/ Engagement associatif

« De nouvelles formes de participation sociale seraient en gestation, privilégiant une implication plus distanciée, une mobilisation davantage ponctuelle dur des objectifs délimités et visant une efficacité immédiate. » [Bernard Roudet]

Agriculture, agroalimentaire et territoires : un destin lié...mais vers quel dessein commun ?

Le cas de la Volaille de chair dans le Morbihan – Témoignage

« *La France souffre d'un déficit de compétitivité* ». Les filières agricoles et agroalimentaires n'échappent pas à ce constat, notamment dans l'élevage, avec des situations plus ou moins préoccupantes.

Même si le différentiel de coût de main d'œuvre ou les contraintes excessives exercées par le cadre règlementaire et environnemental sont souvent pointés du doigt comme cause unique, les raisons sont en réalité plus complexes. Elles soulèvent tout à la fois des questions techniques, économiques, règlementaires, organisationnelles et stratégiques. Ces questions concernent chaque maillon de la filière, d'amont en aval, mais aussi la filière pris dans sa globalité. Il est même de plus en plus souvent évoqué le comportement des consommateurs dans leurs choix et habitudes de consommation, d'où l'émergence du « *produit en France* ».

Ce constat n'est pas nouveau. Face à ces situations, les acteurs ne restent pas inactifs. Dans l'aval par exemple, à en juger par l'évolution du paysage industriel et coopératif de ces dernières années. Et à tous les échelons de la filière, au quotidien, pour s'adapter à un marché concurrentiel, ouvert, et parfois c'est vrai, en prise directe avec des situations d'avantages concurrentiels qui pèsent sur la compétitivité prix des produits français. Ces efforts conduisent à des améliorations individuelles. Mais, collectivement, le retard s'accroît et fait peser des menaces sur l'avenir de ces filières. Au cœur des difficultés d'une prise en charge active de ces situations, une problématique revient souvent ⁽¹⁾: Quel projet collectif ? Quel dessein commun ? Comment retrouver ensemble le chemin de la compétitivité ?

Compte tenu des enjeux économiques, d'environnement et de vie dans les territoires qui lient les filières et les territoires sur lesquels elles se sont développées, cette approche filière doit être complétée par une approche filière-territoire. En effet, les choix des territoires en termes environnementaux, d'aménagement et de foncier, d'acceptation de nouveaux projets, etc. ont un impact direct sur les filières.

Cette double approche – filière et filière-territoire - apparaît comme une nécessité pour comprendre, décider et agir efficacement. C'est aussi une opportunité pour trouver de nouvelles marges de manœuvre à des problématiques qu'aucun acteur n'arrive à résoudre seul.

C'est un des enseignements de la démarche engagée conjointement par le CG56 et la CA56, visant à « *rechercher les conditions et les moyens de pérennisation de la filière volaille de chair du Morbihan* ».

Initiée à l'été 2011, cette démarche visait à construire au sein de la filière du Morbihan une vision commune des termes du problème et des voies d'amélioration. Compte tenu de la nature du projet et du fonctionnement de la filière il a été décidé de mener, en collaboration avec les services du Conseil général, une démarche de facilitation stratégique. Il s'agissait i) de faciliter la mobilisation libre et volontaire des multiples acteurs concernés (*éleveurs, transformateurs, groupement de producteurs, élus*), ii) de recueillir et faire se rencontrer leurs multiples expertises; iii) de faire émerger une vision commune, un chemin de changement et un programme d'action, dont la légitimité aura été négociée. Pour ce faire, nous nous sommes appuyés sur les méthodes et outils de l'approche patrimoniale⁽²⁾, particulièrement adaptés à de telles problématiques, complexes et multi-acteurs dans le champ du vivant.

⁽¹⁾De nombreuses expertises et travaux de prospectives convergent sur ce point (interprofessionnelles, ministérielles, cabinet d'audit, etc.)

⁽²⁾Approche développée par Henry OLLAGNON. La grille d'audit stratégique IDPA a été notamment utilisée pour conduire les entretiens individuels.

Mais au-delà de cette illustration, le monde agricole et agroalimentaire fait face à bien d'autres défis qui ont, eux aussi, des effets sur la compétitivité des filières et la qualité des territoires : fin des quotas laitiers, contractualisation de la filière porcine et pêche, réforme de la PAC, développement et structuration des circuits courts et de la filière biologique, renouvellement des générations, aménagement des territoires (SCOT), intégration local de nouveaux projets, etc. Ils imposeront des démarches similaires dans leur nature. Pour certaines filières, le temps presse. A l'image de la filière avicole du grand ouest, certains événements peuvent en effet venir ajouter une couche de complexité à la situation, rendant la construction d'un accord filière-territoire encore plus délicat à trouver.

La pérennisation de la filière volaille de chair du Morbihan en question

Non soumise à des interdictions religieuses et bénéficiant de qualités nutritionnelles faces aux viandes rouges, la demande en viande blanche – poulet, dinde, pintade, canard – s'est considérablement accrue ces dernières années (+2-3% par an depuis dix ans). Un marché notamment tiré par le poulet et par la demande des pays du Proche et Moyen Orient.

Face à ce marché porteur, dominé par les Etats-Unis et la Chine, l'Europe reste une zone de production et d'échange importante (3e rang mondial). Pourtant, alors que l'Allemagne a triplé sa production de 1990 à 2011, la France a stagné à son niveau des années 90. Plus inquiétant encore, en 2010, 40% du poulet consommé en France était importé de pays européens, et la part des exportations françaises n'a cessé de baisser sur tous les marchés intra- et extra-européens. La France est d'ailleurs parmi le seul pays européen à connaître un solde commercial structurellement déficitaire sur ce secteur.

La Bretagne, 1e région avicole française, avec 17% des éleveurs, 26% de la surface en bâtiment et 40% de la production nationale (60% poulet - 40% dinde) a suivi cette même dynamique. Il en est de même pour le Morbihan, 1er département producteur de France.

De multiples indicateurs confirment cette tendance structurelle. Au plan de la production tout d'abord. Initiée dans les années 60-70, avec son apogée dans les années 90, la filière volaille connaît à la fois :

= une érosion de sa production : -4% par an depuis la fin des années 90. Par ailleurs, elle a perdu près de la moitié de ses éleveurs en 10 ans (860 producteurs en 2011) ;

= un vieillissement de son parc de production : la filière subit en fait l'héritage de son passé.

Souvent développé comme activité secondaire pour améliorer et sécuriser leur revenu, le parc breton est vieillissant, morcelé et souvent de petite taille. Face aux hausses des charges, ceci a un impact sur les performances techniques, sur le revenu des éleveurs, sur leur capacité à investir et à se restructurer. Ceci a également pour effet de rendre difficile la transmission des exploitations. On estime que 30 à 40% du parc sera difficilement transmissible. Enfin, 90% des bâtiments ont plus de 20 ans. Si on note une dynamique récente de rénovation des bâtiments, bon nombre d'entre eux ne permettent donc pas une optimisation technique, donc économique ;

un net retard de restructuration des exploitations. Seul 50% des producteurs sont aujourd'hui spécialisés en volaille de chair (70% en Allemagne), avec un atelier moyen de 2000m² (5000m² en Allemagne). Globalement, l'atelier moyen morbihannais est passé de 1500m² en 2000 à 1730m² en 2010, soit +15%⁽³⁾.

A cette situation déjà préoccupante, viennent s'ajouter des facteurs qui vont peser sur l'avenir de la production dans le département.

Ainsi, déjà en déficit de restructuration, l'amont de la filière est caractérisé par une capacité d'investissement faible. En effet, ayant subi une succession de crises sanitaires dans les années 2000 (ESB, Grippe aviaire, dioxine), 2/3 des exploitations morbihannaises n'ont pu se constituer de trésorerie à même de leur permettre d'engager de nouveaux investissements. Dans un contexte incertain et volatil, les éleveurs sont peu enclins à engager des projets de restructuration sur 9-12 ans d'amortissement.

⁽³⁾Dans le même temps, pour faire face aux évolutions de leur filière, l'atelier lait à gagné 67% et l'atelier porc 31%. D'autant plus que l'âge moyen des exploitants est de 46 ans. C'est l'attractivité de la filière qui en est impactée, à en juger par le solde négatif de 110 éleveurs par an à l'échelle de la Bretagne.

De plus, le cadre réglementaire et environnemental qui encadre l'élevage de volailles, et surtout l'application qui est faite dans le département, est pour les acteurs de la filière un facteur d'accroissement des problèmes. Cela a un impact sur tout le cycle de vie de l'exploitation : l'installation, le développement et la cessation-reprise. En effet, la reconquête de la qualité de l'eau a conduit à la mise en place de territoires classés en ZES (*Zone d'Excédent Structurel en azote*). 60% des exploitations sont concernées dans le département. Ce classement a pour effet un gel des effectifs jusqu'en 2004, puis à des rachats de droit à produire (DAP) ensuite, dans une certaine limite. Ce cadre contraint l'installation et le développement des élevages à l'achat de DAP (25 euros/m², soit 20 000 euros environ pour un poulailler) et avec un délai important d'instruction (1-2 ans). Les éleveurs pointent souvent du doigt la durée et les modalités des procédures d'installation : enquêtes publiques, dossiers ICPE notamment. Enfin, compte tenu de la situation et des perspectives de la filière, un certain nombre de DAP destiné à la production de volailles de chair est en fait racheté par d'autres productions (porc et œuf), réduisant d'autant le potentiel de production en volaille de chair.

Déjà en situation de déficit chronique de production, ce cercle vicieux conduit à renforcer la pénurie de production et à retarder la restructuration des élevages. Ceci ne permet pas d'assurer les marchés existants, encore moins d'en gagner de nouveaux. Au final, c'est la compétitivité actuelle et potentielle de toute la filière qui est impactée.

Côté aval de la filière, transformation et distribution, la filière avicole est très intégrée. Intégrée du point de vue industriel. Cinq à six grandes entreprises (Doux, Glon, LDC, Triskalia, Terrena) représentent près de 80% de la valorisation industrielle de la production en Bretagne. Intégrée également dans son fonctionnement et son organisation. On parle d'ailleurs de contrat d'intégration qui lie les éleveurs à l'aval de la filière. Plus de 90% des éleveurs sont intégrés si l'on inclut les contrats coopératifs (75% sans). Cela signifie qu'outre l'abattage et la transformation, l'éleveur et l'industriel sont liés pour l'approvisionnement en poussin, l'alimentation, l'enlèvement et le transport parfois, pour les conseils techniques, sanitaires et économiques, pour l'exportation des effluents, etc. Plus encore, le planning des productions est directement géré par ces industries et coopératives, afin d'ajuster quantitativement et qualitativement l'offre à la demande. On comprend que dans ce système d'intégration, la santé et les choix des industriels et distributeurs et ceux des éleveurs sont étroitement liés. Or, la compétitivité de ce modèle économique pose question à différents niveaux.

Le choix du positionnement marché tout d'abord. Pour des raisons de concurrence entre opérateurs français, chaque industriel a développé sa propre gamme de produits, ses références. Cette gamme, très large, a pour effet de noyer le consommateur et a surtout des effets sur l'optimisation des outils industriels (60 à 70 % du taux d'utilisation allemand).

Par ailleurs, dans ce modèle économique, chaque maillon de la chaîne de la filière cherche à optimiser sa rentabilité propre, parfois au détriment des autres. En amont par exemple, les usines d'aliment jouent sur la qualité des formules pour maintenir des marges, ce qui en bout de chaîne a des influences sur la productivité et la marge des éleveurs. En aval, la distribution repousse ses objectifs et contraintes de gamme, de volume, de DLC, etc. Ceux-ci font pression sur l'amont, via la gestion des plannings (avance ou retard) et via le prix de reprise. Ce fonctionnement a une fois encore des impacts sur la rentabilité de chacun des éléments de la filière et sur la compétitivité de l'ensemble.

De l'avis de beaucoup d'acteurs et d'experts, ce fonctionnement ne permet pas de valoriser les efforts et nuit à l'amélioration de la performance technique et économique. Petit à petit, cela conduit même à déresponsabiliser certains acteurs face aux enjeux de filière. Ce fonctionnement, caractérisé par la confrontation des intérêts plus que par la collaboration et la conjugaison de ces derniers, est pénalisant en période de développement. Il pourrait être mortel en période de crise.

La filière volaille de chair du Morbihan fait donc face à :

- Un contexte défavorable à l'installation, au développement et à la création-reprise d'exploitation ;
- Un retard de restructuration des élevages face aux évolutions des marchés et des concurrents ;
- Un manque de « *professionnalisation* » et d'attractivité de la filière ;
- Une pénurie de production pour maintenir, voir gagner de nouveaux marchés ;
- Des choix industriels qui pèsent sur la compétitivité prix en aval de la filière ;
- Un fonctionnement de la filière rendant difficile la mise en place d'efforts collectifs.

Pour les principaux acteurs de la filière du Morbihan rencontrés au cours de cette démarche, cela pourrait conduire à une lente mais certaine déstructuration de la filière si rien n'est fait. Les 5-10 ans à venir seront déterminants pour inverser ou non la tendance, notamment du fait que 20 à 25% des éleveurs partiront en retraite dans ce laps de temps.

Sachant que 7 500 emplois sont directement liés à l'avenir de la filière, auxquels il faut ajouter les sous-traitants, les emplois à durée déterminée et le maillage important des emplois indirects des services (*transport, artisans du gros et second œuvre, etc.*), cette évolution pourrait avoir de sérieux effets sociaux-économiques sur les territoires.

A noter que la mise en œuvre de nouvelles normes – bien-être animal et surtout de gestion du phosphore – agissent comme un accélérateur de ce scénario. L'application de la réglementation Phosphore va conduire à un quasi-doublement des surfaces d'épandage nécessaires. De nouvelles solutions devront donc être trouvées, probablement vers des solutions d'exportation, induisant des coûts supplémentaires. Sans oublier l'évolution du cadre réglementaire touchant les autres filières (*CORPEN sur le lait*), qui vont conduire certains éleveurs à des arbitrages entre productions.

Reconnu pour son savoir-faire, et malgré des situations qui s'améliorent individuellement (*rénovation des bâtiments, marges des éleveurs, création de nouveaux outils industriels, etc.*), la filière dans son ensemble se retrouve aujourd'hui dans une situation délicate, à un tournant de son histoire.

Au cœur de la pérennisation de la filière : la reconquête de la compétitivité et la capacité à définir un dessein commun

Le Morbihan, la Bretagne et plus largement le Grand Ouest ne manquent pas d'atouts. C'est tout d'abord un marché avec une demande structurellement en croissance. A cet effet, le marché français est probablement un espace à réinvestir. De plus, s'il est très difficile d'obtenir des données et de les harmoniser pour permettre la comparaison, il semble qu'au plan des coûts de production à la sortie des élevages, la France ne soit pas si mal placée par rapport à ses principaux concurrents intra-européens. En 2009, le coût de production intégrant la main d'œuvre était de 75,4 cents/kg de vif en France, contre 77,9 en Allemagne. Il est vrai que c'est au prix de sa compétitivité future. Les charges bâtiments par exemple représentent un des postes qui permet à la France de maintenir ses coûts, mais au détriment de ses performances à venir. Au niveau aval de la filière, outre les savoir-faire développés depuis des années, les analyses ne montrent pas de différences importantes entre l'Allemagne et la France quant à sa structuration et son niveau de concentration.

C'est sur ces atouts que les principaux acteurs de la filière veulent s'appuyer pour « le maintien de la filière dans le département ».

Cela passe par deux niveaux d'action. D'une part et à court terme, par la redynamisation de la production :

- Relancer l'installation de jeunes éleveurs au travers de soutiens à la reprise-transmission de poulaillers et à la créations en neuf pour maintenir le potentiel de production, rajeunir le parc et anticiper les départs en retraite.
- Accompagner les éleveurs en place pour une amélioration individuelle et collective de leur productivité et de leur rentabilité. En effet, il apparaît nécessaire de favoriser une montée en compétence d'une

partie importante des éleveurs. Cet effort de réduction des écarts entre « *les meilleurs* » et les autres est une réponse individuelle en termes de productivité, de revenu et de capacité à faire face au vieillissement de leur appareil productif. Collectivement, réduire ces écarts est un moyen de réduire la pénurie de production.

- De manière transversale, il s'agira également de faire évoluer le cadre réglementaire et environnemental pour rendre l'installation, le développement et la reprise plus accessibles. Sans remettre en cause les efforts faits jusque là, ni les objectifs de gestion des effluents, il s'agira de trouver des solutions pérennes du point de vue économique et environnemental. Le classement des zones ZES, la gestion de la norme phosphore et les procédures d'installations classées sont les points les plus critiques.

Il est à noter que pour un grand nombre d'éleveurs, la revalorisation des contrats est une des solutions pour redynamiser la production. Cette solution ayant pour conséquences de leur redonner une capacité d'investissement, mais également une autonomie de choix et de décision qu'ils disent regretter aujourd'hui. Pour l'heure, l'aval de la filière a plutôt fait le choix de primes à l'investissement. Une solution qui entre dans leur stratégie de recrutement et/ou de fidélisation des éleveurs, car ces primes sont assorties d'une obligation de contractualisation sur 5-6 ans.

D'autre part, et à moyen-long terme, la filière devra améliorer sa compétitivité. Sur ce second aspect, plusieurs conceptions s'affrontent, entre les tenants d'une compétitivité prix essentiellement et ceux qui croient en la recherche d'une différenciation qualitative. En fait, il n'existe aucune solution toute faite, simple et définitive. Il s'agit plutôt de chantiers à engager :

- sur l'optimisation industrielle, notamment de l'abattage. Cette problématique imposera également une réflexion sur le choix des gammes de produits et des marchés.
- sur l'atelier du futur, à la fois durable, permettant une gestion multi-site et la valorisation énergétique, intégrant de la domotique, des sols en dur (aujourd'hui en terre battue), etc.
- sur une différenciation qualitative de ses produits, notamment pour les marchés français et intra-européens. C'est d'ailleurs ce qu'a lancé la CECAB, (cf. démarche *wellfare*). Cet axe de travail fait émerger de nouveaux acteurs qu'il s'agira de mobiliser, notamment distributeurs, consommateurs proches et éloignés, afin que l'offre rencontre une demande. La valorisation des liens entre filière et territoire est probablement une des pistes à investiguer. A cet effet, le fort développement que connaissent les circuits courts met en lumière des critères de consommations nouveaux sur lesquels la filière pourrait s'appuyer.

On l'aura compris, les deux axes sont étroitement liés. Il ne peut en effet y avoir d'amélioration de la compétitivité de la filière sans redynamisation de la production, des revenus et de la compétitivité prix de la filière. Inversement, redynamiser la filière n'a de sens que si elle est accompagnée par des perspectives d'avenir qui passent inévitablement par un repositionnement de son offre sur les marchés nationaux et internationaux.

Or, pour un certain nombre de ces actions – notamment concernant les règles environnementales et leur application, l'émergence de solutions de gestion des fientes dont la qualité agronomique est reconnue, ou encore la mise en place de nouveaux projets et des ateliers du futur, l'accord avec les acteurs des territoires sera une condition *sine qua non* de réalisation.

Dans une filière aussi intégrée, face à un problème et des solutions qui concernent une multitude d'acteurs privés et publics de la filière comme des territoires, la question qui est au cœur de la pérennisation de la filière est celle de la volonté et de la capacité de l'ensemble des acteurs à se construire un dessein commun porteurs de solutions bénéfiques pour tous. D'autant que la qualité de la compétitivité de la filière volaille de chair se joue tout au long et dans chaque entité qui compose la filière, du producteur aux distributeurs, mais aussi dans les choix de territoires.

Au vue du fonctionnement actuel de la filière, un changement dans l'approche et la conduite d'une telle démarche est nécessaire. Ce changement doit conduire à recréer un espace de compréhension, de décision et d'action en commun.

Un dessein commun à construire, un nouveau contrat qualité à faire émerger, et un tiers-facilitateur pour accompagner le changement

Des atouts à faire valoir, un diagnostic reconnu par le plus grand nombre, des voies d'améliorations identifiées, mais comment construire une volonté commune de conjuguer les efforts de tous, et quelle filière avicole pour demain dans le grand ouest ? C'est aujourd'hui le cœur stratégique du problème.

L'action entreprise conjointement par le Conseil général et la Chambre d'agriculture au travers de cette démarche a permis de donner une impulsion et de poser les bases d'une rencontre entre les acteurs de la filière pour se forger un diagnostic commun.

Reste aujourd'hui à mettre en place les conditions opérationnelles d'une action stratégique à la hauteur des enjeux de la filière comme des territoires.

Compte tenu de la nature du projet de maintien de la filière avicole dans le département, l'action à engager devra reposer sur une stratégie du chemin faisant, structurée sur, i) l'émergence d'un dessein commun ; ii) sur la mise en place d'actions à forts effets de changement ; et, iii) sur une dynamique de structuration des acteurs. Enfin, pour accompagner cette dynamique de changement, plus qu'une expertise, il sera nécessaire de mettre en place un lieu, des méthodes, des outils et des savoir-faire de facilitation.

Ainsi, pour prendre en charge le cœur stratégique du problème, il s'agit de faire émerger, s'il existe, un dessein commun, partageable entre l'ensemble des acteurs privés et publics. Il n'est pas question ici d'élaborer une stratégie qui s'imposerait à tous les acteurs. Il est question d'une vision commune de moyen-long terme permettant à chacun d'orienter et de coordonner ses actions. Fruit d'une co-construction, dont la légitimité sera reconnue par tous, ce dessein commun devra permettre la mise en place d'actions individuelles, collectives et communes efficaces et coordonnées afin de répondre aux urgences tout en préparant l'avenir.

Dans ce cadre, des choix devront être faits sur une série de questionnements de fond. Ces choix vont modeler l'avenir de la filière :

- Quel équilibre entre les productions à l'export et les autres ? Quelle place pour les filières courtes et biologiques ?
- Quel modèle économique durable pour les productions à l'export, aujourd'hui soutenues par les restitutions⁽⁴⁾ ?
- Quelles actions prioritaires ? Quelles sont les 20% des actions qui feront les 80% du changement ?
- Quelles cibles prioritaires ?
- Quelles « *professionnalisations* » pour les éleveurs (*plus d'éleveurs spécialisés vs. Une montée en compétence des éleveurs tout en maintenant la diversité des types d'élevages*) ?
- Quels ateliers du futurs, à la fois intégrés dans le territoire et compétitifs ?

Cette vision partagée de court, moyen et long terme doit également faciliter la refonte d'un nouveau contrat qualité qui lie l'ensemble des acteurs autour de l'avenir de la filière. Il s'agit ici de questions telles que les contrats d'intégration, les relations transformateurs-distributeurs, ou encore les relations filières et territoires qui, à des degrés divers, pèsent sur la compétitivité de la filière. Cela conduira probablement à une restructuration du fonctionnement de la filière, pour lui donner plus de transparence et de transversalité, avec l'émergence de nouvelles organisations professionnelles.

Mais cela ne se fera pas spontanément. Plusieurs caractéristiques de la situation imposent en effet la mise en place d'une fonction de facilitation et le respect de conditions de réalisation.

⁽⁴⁾Pour compenser le différentiel de coût de production par rapport à certains pays tiers, l'Europe a mis en place un système de soutien aux prix des exportations : les restitutions. Régulièrement sur la sellette, elles devaient prendre fin en 2011, mais viennent d'être prolongées, pour le poulet, jusqu'en 2020.

Tout d'abord, il y a le contexte d'urgence et de crise que connaît la filière. Même si ce contexte est porteur de changement, l'urgence de court terme risque de prendre le pas sur les enjeux souvent plus complexes, de moyen-long terme. Il s'agira donc d'être capable de se projeter sur 15-20 ans pour mieux définir les actions d'urgences à engager.

De plus, le maintien de la filière dans le département soulève la question de la prise en charge de la diversité des situations. Par exemple, entre la filière poulet et dinde, la question de la compétitivité ne se libelle pas totalement de la même manière. S'il est nécessaire de mener une approche globale – dite filière, pour faire face à cette diversité, il sera également nécessaire de mener une approche sectorielle, par espèces.

Enfin, un des points des plus délicats réside dans la mise en place d'un engagement commun entre les parties prenantes pour mener des actions conjointes. Au sein de la filière, cela est rendu difficile du fait du contexte hyperconcurrentiel entre opérateurs aval de la filière et du fait de la qualité des relations éleveurs-transformateurs-distributeurs. Ainsi, la mise en place d'aide à l'installation et au développement des ateliers, pourtant identifiée comme une action prioritaire par tous, risque d'entrer en conflit avec les aides octroyées par les transformateurs dans la bataille qu'ils se livrent pour recruter et fidéliser les éleveurs. Cet exemple montre l'importance de porter une attention toute particulière à l'identification et la répartition des champs d'action et de responsabilité. Il faut distinguer le champ du privé [*celui où les acteurs privés agissent seuls*] ; le champ du collectif [*celui où les acteurs publics et OPA interviennent seuls*] ; et le champ du commun [*celui où acteurs privés et publics décident et agissent ensemble*]. Sur le plan des relations filières-territoires, la gestion de la qualité de l'eau, l'aménagement des territoires (SCOT), notamment, mettent en lumière une confrontation des intérêts qui se cristallisent autour des questions d'environnement. Il paraît donc nécessaire de trouver un meilleur équilibre entre enjeux économiques et environnementaux, qui passera par des démarches facilitant la rencontre des acteurs et la recherche de solutions gagnant-gagnant pour la filière comme pour les territoires.

La conduite du projet de maintien de la filière dans le département requiert donc l'action d'un facilitateur :

- = Pour faciliter la mobilisation des parties prenantes et sécuriser leur rencontre ;
- = Pour accompagner l'émergence progressive d'un dessein commun et de solutions gagnant-gagnant ;
- = Pour garantir le respect des conditions de réalisation, telles que le respect des champs de responsabilité et d'action, le libre engagement des acteurs, etc.
- = Pour mettre en œuvre et coordonner les actions et faciliter les synergies ;
- = Pour mettre en place les outils de suivi qualité.

Enfin, parce que la filière et les territoires sont soumis à des perturbations permanentes, à un environnement incertain et toujours changeant, et parce qu'une telle démarche de changement requiert une capacité à réactualiser le diagnostic pour adapter la direction à suivre, un lieu pérenne de rencontre, de récolte et de traitement de l'information et de discussion doit être mis en place.

Accepter la complexité de la problématique dans toutes ses dimensions ; appréhender l'ensemble de la filière d'amont en aval [*approche filière*] ; territorialiser le diagnostic et la recherche de marge de manœuvre [*approche filière-territoire*] ; faire émerger un dessein commun et construire une dynamique d'acteurs, d'actions et de résultats ; mettre en place les lieux et les outils de facilitation, de veille et de suivi qualité ; respecter des règles simples de l'action en commun, sont autant de conditions nécessaires pour accompagner les filières et les territoires pour faire aux évolutions permanentes qu'ils subissent.

La gestion de la procédure de liquidation du groupe Doux a montré que les transformateurs sont capables de s'organiser pour proposer des solutions ensemble [*cf. l'offre de reprise coordonnée par Sofiprotéol*]. Mais, elle a également montré la difficulté de trouver un juste équilibre entre compétitivité industrielle et enjeux socio-économiques des territoires. A l'évidence, le chantier reste ouvert, encore

fait-il se mettre en posture de rechercher cet équilibre.

S'il est urgent d'agir, il ne s'agit pas non plus de se précipiter, car comme le disent les montagnards : « *lorsque la pente est plus forte, il faut accepter de réduire le pas pour être sûr d'arriver en haut* ».

Thomas JULLIEN

*Accompagnement réalisé en tant que
Consultant en stratégie à la Chambre d'agriculture du Morbihan*

Thomas.jullien@yahoo.com

Septembre 2012

L'arrivée de L'Internet fait figure de révolution : technologique, intellectuelle, idéologique, sociologique. Ce livre a pour ambition de poser quelques jalons théoriques et historiques : L'Internet est une technologie du « temps long », un des avatars des modes de calcul et de pensée connus en Mésopotamie, en Iran, et plus près de nous, de la machine à calculer de Turing ; comme l'imprimerie lors de son invention, l'arrivée de L'Internet impose une modification des modes de production de l'écrit, de la pensée et de sa transmission.

Ce sont ces voies, nouvelles en ce qu'elles ne posent pas L'Internet comme une rupture brutale avec toute histoire antérieure, qui sont explorés par les auteurs.

Eric GUICHARD (Direction)
Regards croisés sur L'Internet
ENSSIB – 2011 – 140 pages

Rendons une grâce aux auteurs : ils utilisent correctement le nom original « *L'Internet* », du nom « *The Internet* ». Ce respect est assez rare pour mériter d'être souligné.

Les chapitres sont : L'Internet dans la longue durée / De la diktyologie / Le mythe de la fracture numérique / Ecriture de l'Histoire et réseaux numériques / La géographie du numérique : des S.I.G à la géographie de l'information.

L'Internet est beaucoup plus que la somme transformée par numérisation de l'imprimé, de la radio, du cinéma, des disques et de la télévision, des arts visuels, puisqu'à tout ce flot d'information écrite en 0 et en 1 par des machines s'ajoute la monnaie, dans l'indifférenciation des paquets. L'Internet est une énorme banque qui ne prête pas mais fait office de guichet orienté.

Le rôle de la diktyologie [*Théorie des réseaux*] est d'établir un lien entre les phénomènes complexes de mutation numérique du Monde contemporain et les univers textuels et symboliques dans lesquels se réfléchissent ces phénomènes. Si profonde soit-elle, notre mue numérique existe auprès de visions concurrentes du Monde, qui sont non pas tournées vers un passé révolu mais substantielles, présentes et durables.

La fracture numérique n'a pas de consistance. Les experts qui s'emparent du sujet avouent la vacuité du concept, mais ne peuvent s'empêcher de le développer : cela renforce leur légitimité et leur permet de témoigner de leur soumission à la doxa de l'économie de marché. La fracture numérique est une invention pour convaincre de l'inéluctabilité du néolibéralisme.

Le terrain de la cybergéographie est plus vaste que ce qui était imaginé il y a une dizaine d'années. Il s'agit moins d'explorer de nouveaux territoires que créeraient les techniques numériques que de comprendre comment elles transforment les lieux que nous habitons et nos façons de les concevoir.

Renvois : Joël de ROSNAY « *La révolte du pronétariat* », NDL dans **FuturWest N°20** et Michel BERRY « *Les vrais révolutionnaires du numérique* », **FuturWest N°37**.

PhS

« L'individu stupide est le type d'individu le plus dangereux. »

C.M.P.

Carlo M. CIPOLLA
Les lois fondamentales de la stupidité humaine
PUF – 2012 – 70 pages

En introduction, on trouve cette citation philosophique chinoise « *L'érudition est la source de la sagesse universelle, mais cela n'empêche pas qu'elle soit parfois cause de malentendus entre amis.* »

L'auteur explique que son livre ne saurait être taxé de cynisme ou de défaitisme, pas plus que ne le serait un ouvrage de microbiologie. Ses écrits sont le résultat d'un effort constructif visant à détecter, à connaître et peut-être à neutraliser l'une des plus puissantes forces obscures qui entravent le bien-être et le bonheur de l'humanité.

Du point de vue de CP, la probabilité que tel individu soit stupide est indépendante de toutes les autres caractéristiques de cet individu. [*C'est la 1e Loi*].

On trouve la même proportion d'individus stupides dans les groupes humains les plus nombreux comme dans les plus restreints ; aucun autre ensemble de phénomènes observables n'offre une preuve aussi frappante de la puissance de la Nature.

L'homme affecte ses semblables même en les évitant. Ce qu'on aurait pu faire pour une personne ou un groupe et que l'on n'a pas fait est une occasion manquée, un gain ou une perte pour cet individu ou ce groupe. Chacun de nous a un compte courant avec tous les autres. Par l'action ou par l'inaction, chacun de nous tire de quelqu'un d'autre un gain ou une perte, et en même temps cause un gain ou une perte pour autrui.

Dans sa troisième Loi fondamentale, l'auteur part du principe observé que l'humanité se divise en quatre grandes catégories qu'il nomme CIBS : les crétiens (C), les Intelligents (I), les bandits (B), les stupides (S). L'action du crétien aboutit à un gain pour X et à une perte pour le crétien lui-même ; l'Intelligent procure un gain à sa cible et à lui-même ; l'action du bandit aboutit à un gain pour lui et à une perte pour autrui ; le stupide nuit à autrui ou à tous ainsi qu'à lui-même, quelle que soit son action. Le schéma et les explications des pages 61-62 résument parfaitement les propos de CP.

Les êtres raisonnables se demandent souvent pourquoi et comment les gens stupides peuvent atteindre une position de pouvoir et d'éminence.

A l'ère préindustrielle, la classe et la caste étaient les structures sociales qui favorisaient la nomination régulière d'individus stupides à des positions de pouvoir dans la plupart des sociétés. La religion était un autre facteur contributif. Dans le monde industriel moderne, les termes et les concepts de classe et de caste ont été bannis, et la religion est en déclin. Mais les partis politiques et la bureaucratie se sont substitués aux classes et aux castes et la démocratie s'est substituée à la religion. Dans un système démocratique, les élections générales sont un instrument tout à fait efficace pour garantir le maintien d'une fraction de stupides parmi les puissants. En effet, le corps électoral est lui-même constitué de la fraction invariable des individus stupides qui le composent. Une occasion formidable de nuire à tous sans rien y gagner, tout en contribuant au maintien de la fraction des stupides parmi les individus au pouvoir. CQFD.

Au nom d'un « rationalisme économique morbide » une nouvelle colonisation des esprits envahit la Planète. Avec ses agences d'évaluation et ses hommes de main, cette religion du marché « interdit de penser le Monde, notre Monde, autrement que comme un stock de marchandises ou de produits financiers.

Pour réaliser cette nouvelle manière de civiliser les mœurs il fallait faire chuter la valeur de l'expérience et celle du récit – de la parole – qui la transmet. En faisant baisser le cours de la parole au profit de l'information, de sa part la plus technique et mesurable, nous perdons le monde commun. Et plus encore en Occident, nous nous habituons à lâcher la démocratie pour l'ombre d'une technocratie qui organise insidieusement nos servitudes volontaires.

Le livre invite au retour du politique pour retrouver les conditions sociales et culturelles permettent de penser, de juger et de décider. Cela exige que soit d'abord interrogé le statut du savoir dans la culture, son rapport à l'expérience et aux pratiques sociales. Mais comment retrouver aujourd'hui la dignité de penser dans une culture qui ignore la légitimité du savoir du conte, du rêve, du jeu et de leurs récits ?

Roland GORI

La dignité de penser

Les liens qui libèrent – 2011 – 190 pages

Nous sommes colonisés par la langue technique, essentiellement numérique, avec laquelle l'anglais du commerce et des affaires s'accouple aisément. Cette langue qui prétend faire fi de la dimension fabulatrice, qui feint d'ignorer les rêves et les cauchemars qu'elle véhicule, qui prétend rendre compte directement du réel sans avoir à l'interpréter, à le façonner et à l'inventer par le langage et la parole, est constituée de pied en cap par un système formel, une combinaison de signaux numériques. Cet impérialisme de la langue technique qui passe la plupart du temps par un traitement numérique des informations accompagne la recombinaison des mœurs et des pratiques sociales qu'exigent la nouvelle culture du capitalisme financier et de ses logiques de domination.

Des affirmations non-démonstrées comme celle-ci, il y en a des pages et des pages. On se demande dans quel univers social vit l'auteur car objectivement, c'est exactement l'inverse qui s'entend dans les grands médias où l'absolu privilège est donné au verbe, au conte, au lyrisme... et quasiment pas aux données factuelles, documentées, démontrées scientifiquement et contradictoirement. Il faut lui conseiller d'écouter « *Continent Science* » sur France Culture, c'est à peu près le seul espace qui échappe aux racontars supportés par des paroles spécieuses à n'en plus finir.

Quant aux craintes exprimées envers la censure sociale et culturelle du dispositif pernicieux qui hantent l'auteur, nous le renvoyons à la lecture d'Anonymous [*NDL dans Futurwest N°44*] qui lui permettra de découvrir que, grâce aux outils et à la technique, il devient de moins en moins facile pour les puissants de garder caché ce que le peuple ne devrait pas savoir. Ce n'est pas parfait, mais c'est une respiration bienvenue dans l'univers restrictif des mass media... de l'ère industrielle.

Bref, à lire avec beaucoup de précaution... ou de conviction, c'est selon.

LF

La Nature contient toutes les solutions. Günter PAULI, un entrepreneur visionnaire, est capable de nous aider à créer une « Économie Bleue » basée sur le respect des écosystèmes et de la nature humaine. Réinventer le modèle économique actuel consumériste et gaspilleur est une véritable opportunité. L'Économie Bleue explique que les questions de régénération vont au-delà de la préservation ou de la conservation. L'Économie Bleue ne recycle pas, elle régénère. D'une certaine façon, l'EB consiste à s'assurer qu'un écosystème maintient ses règles évolutives afin que tous puissent bénéficier des flux infinis de la Nature en matière de créativité, adaptabilité et abondance.

Günter PAULI
L'Économie bleue
Caillade – 2011 – 280 pages

L'économie bleue est modèle économique qui s'inspire de la Nature et des ressources locales disponibles pour créer des produits et services utiles à la population locale, bénéfiques pour la santé et sans impact pour l'environnement, moins chers que les standards du marché, et créateur d'emplois tout en respectant la Nature. Son livre recense pas moins de 100 innovations dûment sélectionnées par des experts (*sur 340 recensées*) et disponibles dans la Nature ; celles-ci seraient susceptibles de créer environ 100 millions d'emplois sur 10 ans ⁽¹⁾. Même si l'énoncé semble contenir une part d'utopie, mais une utopie créatrice, l'auteur s'appuie en permanence sur des cas concrets et sur des débuts d'application de technologies, grâce à l'appui de laboratoires innovants, s'inspirant des mécanismes fondamentaux de la nature.

L'économie bleue se différencie bien sûr de « l'Économie Rouge », qui est dominante aujourd'hui, une économie destructrice de ressources naturelles, exclusive, largement soumise à la financiarisation, qui exploite la nature et l'humanité, pour produire toujours plus et à moins cher, sans tenir compte des impacts environnementaux et sociaux à l'échelle planétaire, en laissant une ardoise à payer un jour par les générations futures. Ce modèle est (*trop*) bien connu.

Mais l'apport majeur du livre est de se démarquer de « l'Économie verte », qui cherche à moins polluer, mais au prix de nouveaux investissements souvent lourds pour les entreprises, et avec des prix payés par les consommateurs plus élevés (*ex : produits bio*). Or, sauf à se satisfaire d'une ségrégation sociale par l'argent, ce modèle est lui aussi source d'exclusions et très difficile à mettre en œuvre en situation économique favorable, et quasiment impossible en période de crise. La situation actuelle donne apparemment du crédit à cette analyse.

L'intuition géniale vient de l'analyse de la capacité des écosystèmes à capter de l'énergie, à produire des ressources, notamment alimentaires, et à recycler « naturellement » ses déchets (*d'où la recherche de zéro déchets et de zéro émission*). Et en détaillant encore plus les mécanismes de résilience des plantes comme animaux (*ex : insectes*) on repère des mécanismes « naturels » d'adaptation –ou de résistance– aux milieux (*même en situation extrême, comme les déserts ou les eaux profondes*). Ces modalités d'adaptation, empreints des lois de la physique, autant que de la biologie, mais sûrement pas de l'ingénierie génétique, préfigurent des pistes d'adaptation pour les écosystèmes locaux (*hommes compris*), et par généralisation, de l'humanité toute entière. En clair, la Nature fourmille de technologies qu'il faut seulement repérer, organiser, modéliser... pour les dupliquer à grande échelle dans de multiples domaines comme l'agronomie et l'agriculture (*l'agroécologie donne déjà quelques pistes*), la production d'énergie, l'habitat...

⁽¹⁾ Une première série de ces innovations a été décrite dans un 1er livre : *Les nouveaux entrepreneurs du développement durable. 50 brillants exemples de l'Économie bleue (Tome 1)*. Editions Caillade. 2011. Second tome à paraître fin 2012.

MEMOIRES DU FUTUR

suite

Quelques exemples : le velcro est une copie d'un mécanisme d'une plante, la bardane ; le nénuphar est une école d'épuration, le zèbre un modèle d'adaptation à des chaleurs très variables, ou encore la termitière qui est un réservoir d'idées pour construire un habitat « *bioclimatique* », capable de gérer les flux d'énergie, d'air et de chaleur, tout en apportant aux habitants le confort et la santé. Bref, les exemples ne manquent pas. Un exemple parmi d'autres largement décrit est celui de la filière du café (*partie utile et visible = moins de 1%*), cache la masse des déchets aujourd'hui brûlés ou perdus à des coûts exorbitants. Pourtant de multiples pistes de valorisation existent pour produire des champignons, une des futures sources d'aliments à venir, mais aussi des aliments pour animaux, et des « *déchets* » naturels recyclables pour produire de l'énergie. Cette nouvelle filière de recyclage vertueux est déjà testée avec succès dans de nombreux pays comme la Colombie, le Zimbabwe...

Tout élément de la chaîne alimentaire ou biologique devient le point de départ d'une nouvelle filière de valorisation et de création d'emplois. L'économie bleue se fonde sur une valorisation intelligente de la biodiversité (*et non une exploitation*) pour satisfaire l'ensemble des besoins des communautés en termes d'alimentation et même d'énergie sans piller les ressources actuelles, nécessairement limitées par le mode d'usage, quand la Nature semble être un réservoir de ressources inépuisable parce que renouvelable, avec des critères de performance des écosystèmes jusque là peu explorés. On y trouve dans le désordre des mécanismes physiques, comme les vortex, des tourbillons en cascade aux capacités magiques, dans de nombreux domaines comme la séparation des matières, la purification... La nature montrerait comment se passer de la chimie comme nous l'entendons classiquement, avec sa suite d'effets toxiques (*à la fois sur la santé, sur l'environnement et sur les ressources elles-mêmes*).

Le livre de Gunter Pauli ébauche ainsi des dizaines de choix technologiques possibles, en se basant sur des principes inspirés des approches systémiques ou intégrées, sans qu'il y soit fait référence de manière explicite (inclusion et non exclusion ; internalisation vs externalisation, prise en compte du long terme plus que du court terme, le micro, voire le nano allié du macro), ce qui conduit à regarder de manière radicalement différente le concept même de déchets et/ou d'intrants. L'exercice est tellement stimulant que l'auteur, au demeurant très éclectique, a su trouver (*ou même dénicher*) des laboratoires et des chercheurs prédisposés à jouer le jeu, et à sortir du cadre figé du système actuel de destruction et non de régénération, en passant d'une économie linéaire à une économie circulaire...

Du coup, la toile d'araignée ou le ver à soie deviennent des laboratoires de production de nouveaux matériaux, extrêmement économes et écologiques ; les champignons de couche poussant sur les déchets sont potentiellement une nouvelle source de protéine, de médicaments et indirectement d'énergie et le bambou un matériau de construction hors pair. Tous les besoins humains (*fondamentaux ou non*) sont ainsi mis en face des possibilités locales. L'énergie distribuée est alors le produit de multiples pressions, mouvements infimes ; tous les flux (*air, chaleur, énergie, lumière, matières...et même personnes*) sont optimisés et gérés à l'économie, au sens premier du terme.

Le livre est ainsi jalonné de problèmes posés à notre économie, ou plutôt à notre écologie, pour lesquels la Nature devient source d'inspiration et de solutions. Hasard de l'époque, le Commissariat Général au développement durable vient de publier une étude tout aussi passionnante sur le biomimétisme . Un livre stimulant, peut-être trop influencé par les lois de la Physique au détriment des sciences biologiques. Et les 2 tomes à venir seront là pour les alerter les curieux, mais surtout pour éclairer les vrais investissements d'avenir. A mettre donc entre les mains des pessimistes résignés adeptes de Tina (*There is no alternative*) mais aussi aux tenants de la croissance verte, sans changer la dynamique du système.

Renvois :

Hervé JUVIN « *Produire le Monde* » (*croissance écologique*), NDL dans la revue **FuturWest N°29**.

Günter PAULI « *Croissance sans limite* », **FuturWest N°36**.

Edwin ZACCAI « *25 ans de Développement Durable, et après ?* », **FuturWest N°42**

www.zeri.org (*site de la fondation dont le siège est à Tokyo*)

www.co-evolutionproject.org (*liens pour la France*)

MEMOIRES DU FUTUR

suite

Redécouvrons l'un des esprits les plus brillants et les plus excentriques de la physique moderne, sans doute le plus admiré depuis Einstein.

« Un portrait décoiffant de Richard Feynman, physicien exubérant, auteur-star, lauréat du Prix Nobel... et joueur de bongo. » The Independent.

« Ces images saisissent l'essentiel du personnage de Feynman avec une sensibilité remarquable. On dirait que les dessins prennent vie et qu'ils parlent avec la voix du vrai Feynman... » Hommage de Freeman Dyson – New York Review of Books.

Jim OTTAVIANI (scénario) & Leland MYRICK (Dessins)

FEYNMAN

Vuibert – 2012 – 265 pages

Comment ne pas souscrire sans réserve, pour une fois, avec ce qui est mentionné sur la quatrième de couverture ? C'est tout simplement fabuleux !

La couverture elle-même donne le ton de cette BD hors du commun « *Si c'est lui, l'homme le plus intelligent du Monde, on est dans de beaux draps !* ».

Le parcours de RF est rendu avec concision, humour et démonstrations tout à fait sérieuses des délicats sujets qu'il eut à traiter dans sa carrière, que ce soit dans ses enthousiasmes, ses doutes à Los Alamos, sa vie sentimentale, sa propension à faire des farces à ses collègues, à traiter ses étudiants avec respect, avec sa volonté sans faille de faire œuvre de pédagogie pour les non-initiés...

Séjournant au CERN – Centre Européen de Recherches Nucléaires – en 1984, il visite une installation gigantesque permettant de vérifier la théorie QED [*Electro-Dynamique Quantique*]. L'ingénieur lui fait alors remarquer que « *Ben, heu... c'est vrai au fait, c'est la théorie qui vous a nobélisé que nous allons vérifier.* » Feynman « *Et ça a coûté combien cet engin ?* » Réponse « *37 millions de dollars* ». Et Feynman de conclure en souriant « *Quoi, vous ne vouliez pas me croire ?* ». Tout est là.

En tant qu'homme, il mit souvent son prestige de physicien au service de causes « banales ». C'est ainsi qu'il acceptât de témoigner en faveur d'un tenancier d'une taverne « topless » alors que tous les clients habituels – très courageux – s'étaient défilés. Une démonstration mathématique permit au tenancier de s'en tirer au mieux et au président du tribunal d'espérer qu'il n'aurait plus jamais Richard Feynman comme témoin.

On rappellera aussi que RF est le « père » des nanotechnologies qui sont devenues un champ de recherche commun de nos jours. Il avait tout simplement un demi-siècle d'avance !

Ses derniers mots [*il souffrait d'un cancer et avait calculé lui-même la probabilité de sa durée de vie*] après avoir mobilisé toutes ses forces pour s'extraire du coma « *Je détesterais mourir deux fois, c'est tellement ennuyeux.* »

Renvoi :

Richard FEYNMAN « *Trois conférences* » in **FuturWest N°28**.

Comment des hommes ont-ils pu, après des siècles de tâtonnements, réaliser l'un des plus anciens rêves de l'humanité, et l'un des plus insensés : voguer dans l'espace jusque vers les étoiles ? L'auteur déroule une chronique des croyances, des pensées et des idées qui ont inspiré, tout au long des millénaires, philosophes et poètes, rêveurs et empiriques, bricoleurs et ingénieurs, au gré des circonstances, tandis qu'avançaient par ailleurs les sciences et les techniques leur permettant de concrétiser enfin ce rêve, pas à pas.

Quel est la nature de cet air mystérieux, où se meuvent oiseaux et insectes aussi aisément que les poissons dans l'eau, fut la toute première question posée par les philosophes, avant les réussites des chimistes européens du 18e siècle : on s'employa alors à découvrir très progressivement les qualités subtiles de ce fluide, semblable à l'eau et pourtant si différent, ouvrant ainsi la voie successivement aux ballons, puis aux planeurs, aux aéronefs motorisés, enfin aux avions à réaction supersoniques... Pour s'apercevoir qu'il fallait s'en extraire pour aller sur la Lune et voyager dans l'espace !

Jacques MARC
Comment l'homme quitta la Terre
L'Harmattan – 2012 – 150 pages

L'ouvrage se compose de trois parties : 1/ L'apprentissage de l'air (*Mythes et légendes + Rêveurs et Francs-Tireurs + Ballons et dirigeables + Planeurs et Cerfs-Volants*). 2/ La conquête des airs (*Premiers envols motorisés + Qui volera le premier + Un foisonnement de modèles*). 3/ L'affranchissement de l'air (*La conquête de l'espace + Jusqu'où ?*).

Pour l'auteur, il faut saluer comme il mérite ce fait primordial que les femmes ont adopté dès leurs débuts les nouvelles machines destinées à la conquête de l'air et de l'espace, qu'il s'agisse des ballons, du parachute, des cerfs-volants, des avions ou des satellites artificiels, et elles ont joué un rôle capital pour les faire adopter par le grand public et les décideurs politiques. Ce nouvel art ne requiert aucune force brute mais du courage, de l'intelligence, et peut-être surtout, de la passion.

L'auteur cite un inconnu du grand public, Alphonse PENAUD. On reste aujourd'hui confondu devant les vues pénétrantes et futuristes de ce jeune homme de 26 ans, qui pressent avant tout le monde ce que seront les avions modernes. N'ayant pas été soutenu dans ses projets, malgré les nombreux brevets déposés, il se donne la mort en 1880, à l'âge de trente ans. Un autre personnage, parmi beaucoup d'autres que nous fait découvrir JM, est le capitaine Ferdinand FERBER qui écrit, dès 1903, que le moteur à essence étant limité en altitude, celui-ci sera supplanté par le moteur à réaction qui, lui-même, finira par manquer d'air et laissera la place aux fusées, seul moyen pour quitter la Terre, but ultime de l'humanité, selon lui.

Vers la fin, l'auteur expose avec sagacité les évolutions déjà en cours permettant d'ouvrir encore plus grand la porte des étoiles : propulsion photonique ; fission nucléaire, statoréacteur à fusion ; antimatière ; propulsion par micro-ondes, etc. Et de conclure que si de valeureux voyageurs trouvent un jour une planète accueillante, leur tentation sera grande d'aller s'y établir, sans idée de retour. On ne peut que souscrire à la vision de Jacques MARC, l'homme n'a aucune raison de rester toute la vie dans son berceau (*TSIOLKOVSKI*).

MEMOIRES DU FUTUR

suite

« La recherche, l'éducation et la culture doivent être les priorités absolues d'un Pays avancé. On ne pourra pas lutter efficacement contre la violence et contre le chômage si on ne mène pas un combat pour la connaissance.

Mon appel pour la science est destiné à tous, citoyens, hommes politiques, responsables économiques, décideurs, enseignants et chercheurs. A tous, je dis : aimons la science car elle peut beaucoup pour nous rendre heureux ! Osons la science pour préparer notre avenir ! Renouons le dialogue entre sciences et société, entre la France et ses chercheurs ! » A.B.

André BRAHIC

La Science, une ambition pour la France
Odile Jacob – 2012 – 160 pages

Au moment où le pouvoir des scientifiques sur la matière peut sembler sans limite, la société paraît échapper au contrôle des hommes. Devons-nous renoncer à nos rêves ? Devons-nous nous enfoncer dans la morosité ? Bien évidemment non ! Renouons le dialogue entre la science et la société pour assurer l'avenir de nos enfants.

Si nous souhaitons qu'il y ait plus d'humanisme dans notre société, l'apport de la science – et surtout son mode de pensée – est essentiel, car il permet de développer la capacité de raisonner, l'esprit critique, le doute, l'art de la synthèse et l'humilité. Comprendre et adopter une démarche scientifique nous éviterait nombre d'attitudes irrationnelles et de dérives contre-productives.

Ainsi commence le plaidoyer d'André BRAHIC en faveur de la science.

Le Groupe FUTUROUEST avait anticipé en organisant une conférence à Rennes en Mars 2010 « *Science et société : du divorce à la réconciliation ?* », avec Isabelle JARRY, et en récidivant en Juin 2012 à Pleumeur-Bodou avec Michel CLAESSENS sur le thème « *Science et communication : le couple infernal* ».

L'auteur rappelle fort utilement que la science repose sur deux postulats.

Premier postulat : il existe des lois de la nature qui régissent les phénomènes qui nous entourent. Deuxième postulat : nous pouvons les connaître.

Toute démarche scientifique repose sur ces principes, qu'il s'agisse des sciences de la matière, comme la physique ou la chimie, des sciences de l'Univers, comme l'astronomie et la géophysique, des sciences du vivant, comme la biologie et la médecine, des sciences de l'homme, comme la sociologie ou la psychologie, et des sciences de la logique, comme les mathématiques et l'informatique.

Eternelle, la science est aussi universelle.

Elle ignore les frontières. Il n'y a pas de science française, américaine ou chinoise. Une loi scientifique a une valeur universelle, elle est admise par l'ensemble de l'humanité... sauf par les obscurantismes, évidemment. L'opposition entre science et humanisme, habilement manipulé par des mouvements comme la deep ecology, est absurde. La confusion entretenue entre science – neutre – et technologie – applications relevant des choix des dirigeants politiques – entretient un climat délétère renforcé par l'absence de journalistes compétents comme médiateurs.

Les voitures – technologies – sont éphémères ; les tragédies grecques sont une valeur éternelle...

Faire passer de la culture scientifique à l'éducation aux sciences, voilà un élément des propositions que fait l'auteur.

Avant toute chose, l'enseignement devrait apprendre aux élèves et aux étudiants à penser. Trop souvent, le fait de devoir retenir la parole du maître l'emporte sur l'analyse, la logique et le raisonnement.

MEMOIRES DU FUTUR

suite

Un cours de science qui ne stimule pas l'esprit critique et qui n'apprend pas à penser n'est pas un enseignement de la science mais un enseignement de la soumission. La science n'est pas un dogme, mais par essence même la liberté.

Toute personne éduquée à la démarche scientifique – à ne pas confondre avec la technique – ne peut pas être sensible à la propagande sectaire ou à l'intolérance de fondamentalistes religieux.

Autrement exprimé : sans science, point de liberté.

Lors des élections présidentielles de 2007, André BRAHIC avait suggéré de remplacer les cinq cents signatures de parrainages par une condition nécessaire (*non-suffisante, évidemment*) : posséder au moins une thèse. Ce critère aurait éliminé tous les candidats, sans exception. Seule Angela MERKEL aurait pu se présenter !

De nos jours, certains accusent la science de tous les maux. Ils lui imputent les pollutions, des maladies, les crises économiques, la multiplication des armements, etc. Mais la science n'est ni bonne ni mauvaise ; elle n'est ni morale ni immorale ; seule son utilisation par les hommes peut être bonne ou pas, morale ou pas, polluante ou bénéfique... De la même manière, la science n'est pas démocratique (*on ne découvre pas « à la majorité »*) ; mais elle est une composante fondamentale de la démocratie.

Sans science, pas de dynamisme sur la scène mondiale. Les USA ont une approche pragmatique en finançant des projets pluriannuels, mais toujours à court terme. L'Europe a longtemps favorisé un financement récurrent sur la base des activités passées. Il semble bien qu'un système ayant la souplesse et la réactivité des financements sur projets de type américain, hybridé par une stabilité des financements à moyen terme de type européen, soit la voie à suivre. Depuis quelques années, l'UE a mis en place une série d'appels à projets importants pour favoriser de nouvelles initiatives et des jeunes chercheurs ; malheureusement, cette initiative louable est gâchée par une lourdeur bureaucratique décourageante et chronophage.

A.B. propose des pistes à explorer (*recommandations*) parmi lesquelles nous citerons : créer des hauts comités scientifiques, réformer l'administration et instaurer un contrôle a posteriori, une formation par la recherche et non pour la recherche, proposer des salaires décents, créer de nombreuses passerelles et favoriser la mobilité, accueillir des scientifiques étrangers, supprimer la retraite obligatoire des chercheurs, renforcer la culture scientifique au ministère de la culture, un service scientifique pour les radios, télévisions et journaux – ça serait pas un luxe ! -, une véritable laïcité...

Renvois :

Richard FEYNMAN « *Trois conférences du physicien* », NDL dans **FuturWest N°28**

Isabelle BRUNO « *A vos marques, prêts ?...Cherchez !* », NDL dans **FuturWest N°33**

Claude ALLEGRE « *La science est LE défi du 21e siècle* », NDL dans **FuturWest N°34**

Laurent SEGALAT « *La science à bout de souffle ?* », NDL dans **FuturWest N°35**

Michel CLAESSENS « *Science et communication* », NDL dans **FuturWest N°38**

Jean-Paul MALRIEU « *La science gouvernée* », NDL dans **FuturWest N° 41**

Voir aussi la NDL sur livre de Marc ROCHER « *La science, creuset de l'humanité* », quelques pages plus loin.

Savoir si la place de l'amour est sur le trône ou sur la croix ?

L'auteur du célèbre Rien qu'un surhomme est emporté dans une exploration du cosmos comme Dante le fut dans le royaume divin.

« C'est le type même de la seule vraie littérature », a dit J.L. BORGES, « celle qui vous dérange. Après avoir lu Créateur d'étoiles, on ne peut plus regarder le ciel de la même façon. »

Olaf STAPLEDON
Créateur d'étoiles
Planète – 1966 – 250 pages

Terre. 23e siècle. Ils sont cinquante. Vingt-cinq femmes et vingt-cinq hommes, parmi les meilleurs dans leurs domaines : astrophysiciens, mathématiciens, biologistes, astronautes... Leur mission est la plus sidérante qui soit : rejoindre l'étoile Beta Virginis en quête d'une nouvelle Terre. Ils disposent pour ce faire du plus stupéfiant des vaisseaux, le Leonora Christina, un navire capable de puiser son énergie au cœur même de l'espace et d'évoluer à des vitesses relativistes... Un voyage de trente deux années-lumière. Un voyage sans retour. Et tous le savent. Tel est le prix que sont prêts à payer les pionniers d'une aire nouvelle...

NDL => Nous avons retranscrits textuellement le texte de la quatrième de couverture de l'éditeur. Nous ne savons pas s'il y a une erreur « aire » à la place de « ère », car, compte tenu de l'achèvement du récit, les deux termes sont... acceptables.

Poul ANDERSON
Tau Zéro
Le Bérial' – 2012 – 300 pages

Les deux ouvrages présentés simultanément ont ceci de commun que la postérité les a classé comme deux monuments de la littérature de Science – Fiction. Créateur d'étoiles est paru aux éditions Planète en 1966, Tau Zéro en 1970 aux USA avant d'être enfin traduit en français quarante ans plus tard.

La différence majeure est dans les moyens utilisés : OS [Edition anglaise de 1936] n'a pas les connaissances ad hoc en astronautique et astrophysique nécessaires à son voyage intergalactique, aussi voyage-t-il, seul ou accompagné par des rencontres diverses, par télépathie. Il décrit des mondes forts variés quant à leurs environnements, à leurs peuplements, à leurs pratiques. Néanmoins, p.152, il n'hésite pas à monter que des races qui avaient atteint la conscience communautaire n'hésitaient pas à envoyer des pionniers dans l'espace, allant jusqu'à propulser leur planète dans l'espace si quelque système lointain les tentait. On retrouve ici une hypothèse développée par Greag BEAR dans « L'envol de Mars ».

Pour l'équipage du Leonora Christina qui quitte la Terre en direction de l'étoile Beta Virginis, la question des moyens est tout autre puisque le vaisseau cosmique est doté d'une propulsion inédite, parfaitement crédible d'un point de vue physique, qui va lui permettre d'approcher la vitesse de la lumière... voire de la dépasser dans certaines circonstances bien précises que nous ne révélerons pas.

Dans l'optique d'Olaf STAPLEDON, la télépathie unifiait la galaxie, mais, quoiqu'elle possédât le grand avantage de ne pas être impressionné par les distances, elle ne suffisait pas toujours.

Autant que possible on utilisait le voyage physique et un courant continu de mondes en déplacement sillonnait toute la galaxie.

Les développements exposés par l'auteur ne sont pas sans rappeler ce qui fera le succès du livre de James BLISH « *Semilles humaines* », lesquelles sont à rapprocher maintenant des avancées biotechnologiques portant sur l'homme augmenté. En ce sens, pour situer en partie la réflexion dans le contexte de Tau Zéro, il convient de rappeler que, par exemple, en ce qui concerne la colonisation de Mars, deux écoles principales sont en concurrence : la terraformation, c'est-à-dire rendre la planète apte à permettre la vie d'humain comme sur Terre ; la panspermie, c'est-à-dire le conditionnement biologique de l'homme pour qu'il puisse s'acclimater sur la planète Mars, telle qu'elle est.

Le livre d'OS bénéficie d'une préface de Jacques BERGIER, le co-créateur de la revue Planète dans les années 1960, et d'une introduction fort brillante et admirative de l'écrivain argentin Jorge-Luis BORGES.

Dans sa préface, J.B. fait référence à une pentalogie « *Les gardiens de la galaxie* », d'Edward Elmer SMITH. Il cite également Arthur C. CLARKE qui a décrit dans *Les enfants d'Icare* et *La cité et les astres*, ce que pourront être les contacts entre civilisations. Le même auteur a aussi écrit « *Nous ne savons pas ce qui se promène la nuit sous la grande route entre les galaxies et il vaut peut-être mieux que nous ne le sachions pas.* »

Dans ce cas particulier, on est renvoyé à ce qui arrive de surprenant à deux reprises aux cinquante aventuriers du Leonora Christina, événements d'une sidérante surprise et d'une acuité astrophysicienne inattendue... bien que prévisible ! Bien entendu, nous n'en dirons pas plus ; l'aventure des astronautes est pleine de rebondissements, de suspens et d'analyses psychosociologiques pertinentes, sans oublier la question des sexualités embarquées dans cette mission sans commune mesure.

Le livre de Poul ANDERSON est complété par une postface de l'astrophysicien Roland LEHOUCQ, d'une trentaine de pages, dans laquelle il porte des jugements sur les caractéristiques et données utilisées par l'auteur et reconnaît, in fine, que celui-ci avait sacrément bien bossé son sujet avant d'écrire sa fiction, maîtrisant parfaitement les concepts de relativité et leurs conséquences (*heureuses et contrefactuelles*), tels que les a développés Albert EINSTEIN il y a plus d'un siècle.

On retiendra – entre autre – que le moteur Bussard fut bel et bien imaginé (*inventé*) par l'ingénieur Robert BUSSARD en 1960. Le principe est celui d'un statoréacteur interstellaire qui collecte son carburant en se déplaçant, c'est à dire qui capte l'hydrogène interstellaire, atome le plus abondant dans l'Univers pour le consommer dans un moteur à fusion thermonucléaire.

Pour les amateurs de Science – Fiction, deux livres de tonalité totalement différente à ne pas manquer.

L'auteur de cette NDJ a deux penchants : en tant que poète, envers Créateurs d'étoiles ; en tant que scientifique, envers Tau Zéro. A chacun de faire son choix ou de combiner les deux.....

PhS

MEMOIRES DU FUTUR

suite

Sommes-nous les premiers à distinguer dans les lumières éblouissantes du progrès technique l'ombre de ses dangers ? En occultant la réflexivité environnementale des sociétés passées, ce schéma simpliste dépolitise l'histoire longue de la destruction des environnements et nous empêche de comprendre les ressorts de la crise contemporaine. Pour éviter cette amnésie, une histoire politique du risque technologique et de régulation sur la longue durée était nécessaire.

L'Apocalypse joyeuse expose l'entrée de la France et de la Grande-Bretagne dans la modernité industrielle (fin 18e – 19e siècle) : celle des vaccins, des machines, des usines chimiques et des locomotives. Elle nous plonge au cœur des controverses vives qui surgirent autour des risques et des nuisances de ces innovations, et montre comment les critiques et les contestations furent surmontées pour qu'advienne la société industrielle.

L'histoire du risque racontée ici n'est pas celle d'une prise de conscience, mais celle de la construction d'une certaine inconscience modernisatrice.

Jean-Baptiste FRESSOZ

L'apocalypse joyeuse – Une histoire du risque technologique Seuil – 2012 – 315 pages

La thèse développée par l'auteur est ambivalente et on a parfois du mal à discerner la direction choisie : est-ce une remise en cause de l'industrialisme ou bien une invitation à penser de manière raisonnée que le risque zéro n'existe pas. La fresque historique est fort intéressante, tandis que les digressions concernant la situation actuelle de la Terre et de ses habitants laissent sceptique : faut-il vraiment jeter le bébé avec l'eau du bain ?

Dans le chapitre intitulé « *L'inoculation du risque* », l'auteur prend effectivement comme exemple la question de la vaccination permettant de protéger de larges populations contre des maladies endémiques. Il explique qu'à Paris, l'inoculation et l'autonomie nouvelle qu'elle permettait semblait remettre en cause l'ordre social de la monarchie absolue. Un médecin de la faculté expliquait qu'en légitimant une atteinte volontaire à son corps, le principe d'utilité individuelle sapait « *le pouvoir que les Princes ont sur la vie des hommes comme ministres de Dieu* ». « *Supposer que la conduite de chacun par rapport à son corps aurait été abandonnée à son caprice [...] répugne à l'idée d'un gouvernement bien ordonné.* »

Dans le chapitre suivant « *Le virus philanthropique* », JBF poursuit ses recherches en mettant en avant les démarches successives employées pour convaincre du bien fondé de la vaccination. Nous découvrons à cette occasion combien les obscurantismes de toute nature se sont exprimés (*notables, religieux, aristocrates, clercs défendant leurs positions, etc.*). Finalement, c'est de Grande-Bretagne que se firent jour les premiers progrès sanitaires en ce domaine et que, les informations commençant à circuler, l'intérêt de la prévention finit par pénétrer peu à peu les cercles français. Le débat sur l'autonomie de la personne, souligné par l'auteur, n'est pas un des moindres questionnements et renvoie systématiquement à la relation gouvernant – gouverné et des grandes réflexions des penseurs politiques, de Hobbes à ses suivants...

Le chapitre 3 « *L'Ancien Régime et les choses environnantes* » et le chapitre 4 « *La libéralisation de l'environnement* » continuent d'investiguer les approches, les controverses et les positions successives des pouvoirs publics, locaux et centralisés ; les volontés différentes des investisseurs et des policiers, les méconnaissances – parfois – des ingénieurs de Mines, complètement dépassés par les innovations techniques qu'ils ne comprennent pas.

Ainsi, un nouveau régime s'impose à la fin du 18e siècle et au début du siècle suivant : les innovations techniques et les savoirs naturalistes prennent le pas sur les savoirs incorporés dans les coutumes et les communautés de métiers. En 1810, les rédacteurs du décret fondamental sur les

établissements classés prétendirent devoir formuler un code des nuisances précisément pour prendre en compte les nombreuses innovations techniques de la fin du 18^e siècle. Le décret de 1810 opère une rupture avec l'empilement textuel de l'Ancien Régime, il est une tabula rasa inaugurant une pratique normative fondée sur l'expertise savante contemporaine plus que sur l'expérience juridique passée. L'émergence de l'expertise pour définir les bonnes pratiques productives, les bons usages de la nature ainsi que le dangereux et l'insalubre s'inscrit dans un changement d'historicité plus larges des pratiques de gouvernement : dorénavant, le vrai procède de l'actuel.

Dans le chapitre 5 « *Eclairer la France, après Waterloo* », Jean-Baptiste FRESSOZ nous fait découvrir toutes les péripéties liées à la construction des gazomètres, leur localisation, les attermoissements des uns, les engouements des autres, les positions des ingénieurs et celles des ouvriers qualifiés, etc.

Jeter l'opprobre sur les experts des années 1820 et suivantes qui n'ont pas su prévoir ces dangers n'aurait aucun sens. Par contre, la comparaison historique de ce que l'expertise prévoyait avec ce qui est advenu permet de rendre sensible ce que le mot « *incertitude* » signifie quand on l'utilise de manière détachée pour parler des technologies contemporaines. La technique et ses circonstances, c'est-à-dire la complexité du Monde, déjouèrent systématiquement tous les pronostics. Le seul vainqueur de la controverse fut l'imprévisible.

Parmi les cheminements suivis pour trouver des solutions optimales, l'auteur cite un cas original et fort intéressant, celui d'Henri Loyer, un industriel du textile du Nord qui fit ainsi afficher dans son usine le règlement suivant : « *Les ouvriers ayant davantage que les maîtres l'habitude de conduire les machines, ils sont plus aptes à indiquer les causes qui pourraient donner lieu à des accidents. En conséquence je ne me considérerai comme responsable envers un ouvrier des suites d'un accident, que si, après avoir été prévenu par lui d'une imperfection, j'avais refusé de faire les travaux nécessaires.* »

Les historiens ont montré comment la philosophie politique libérale fut in fine un projet anthropologique visant à créer un sujet égoïste et calculateur contre les morales traditionnelles du don, du sacrifice ou de l'honneur. Mais ils n'ont pas vu que l'homme économique exigeait en retour un Monde taillé à sa mesure, repensé, reconstruit et redéfini afin que puisse s'exercer librement la recherche de la plus grande utilité. Au début du 19^e siècle, les sciences et les techniques ajustèrent les ontologies et les objets dans le but d'instaurer un « *monde économique* ».

On nous accordera un scepticisme de bon aloi devant le « *projet libéral* » dont, pour notre part, nous n'avons pas trouvé trace, en tant que tel. Voir l'anthologie de Michel GUENAIRE « *Les deux libéralismes* », NDL dans **FuturWest N°42**.

Autres renvois :

Bernadette BENSAUDE-VINCENT « *Les vertiges de la technoscience* », NDL dans **FuturWest N°34**

Bernard CAZES « *Les figures de l'avenir depuis Saint Augustin* », dans **FuturWest N°34**

René BERGER « *Technocivilisation* », dans **FuturWest N°39**

Norbert GUALDE « *L'épidémie et la démorésilience* », dans **FuturWest N°43**.

Il y eut, paraît-il des époques où la discorde inhérente à toute existence politique s'arrimait à la confrontation de valeurs essentiellement irréductibles, où la lutte plaçait face à face les partisans de modèles sociaux dont les attendus étaient si hétérogènes que nul n'aurait imaginé les camps adverses brandissant les mêmes mots d'ordre, ni trouvant la moindre parcelle d'un terrain de conciliation... Il n'y a plus de nos jours que des démocrates qui se battent démocratiquement contre les gardiens de la démocratie.

« Démocratie », ce slogan ultime, en lequel doit se reconnaître tout un chacun, et que peuvent scander tranquillement toutes les parties en présence, est le lieu où agonise le sujet contemporain, le sujet de l'action, celui du politique, celui de l'Histoire. Et parce qu'elle oblitère, sous les oppositions de surface, la dissension fondamentale qui traverse toute société, et par laquelle est rendue possible l'action, au sens plein du terme, d'un sujet, vidée de ses enjeux conflictuels, la démocratie se mue en vaine idéologie : elle s'abolit elle-même dans le démocratisation.

Cédric CAGNAT
Politiques de la violence
L'Harmattan - 2012 - 190 pages

La démocratie est l'organisation qui permet à la contestation de s'exprimer dans un cadre légal, cette autorisation à pour effet de maintenir les « bouffons » au pouvoir puisqu'ils permettent l'expression des désaccords sans violence. Ce sans violence est la marque du démocratisation, idéologie dont le rôle est de dissimuler les dissensions qui traversent toute société, rendant ainsi impossible l'action contre un pouvoir seul détenteur de la violence légitime. Cette mise hors jeu, du domaine politique, de la violence n'a pu se faire ni par la contrainte du droit ni pas une coercition explicite, « *il a donc fallu que la société civile intègre elle-même cette condamnation de la violence, qu'elle la fasse sienne, non plus en tant que principe politique, mais sous forme d'une obligation morale.* »

Comment cela a-t-il été possible ? L'origine se trouve dans l'œuvre de Hobbes au milieu du 17^e siècle : « *l'homme est naturellement égoïste, asocial, belliqueux... l'Etat est institué pour éradiquer la violence et écarter les risques de mort violente* ». La révolution introduira en complément « *la résistance à l'oppression* » en tant que « *droit naturel et imprescriptible de l'homme* ». Ainsi sont jetées les bases de notre système démocratique où la contestation est régulée c'est-à-dire légale et non-violente, offrant ainsi un exutoire au mécontentement ; toute sortie de la contestation hors de ce cadre étant alors considérée comme violente, voire insurrectionnelle et justifiant alors l'usage, par l'Etat, de la violence « légitime ».

En démocratie le peuple souverain délègue son pouvoir à une représentation parlementaire, ce qui réduit l'idéal démocratique au modèle marchand avec une prétendue concurrence au service « *du choix rationnel des individus* ». Les candidats doivent donc comprendre les besoins du peuple et dominer la complexité des choix politiques. Ceux qui font les lois apparaissent donc comme des experts, sortant d'ailleurs pour l'essentiel des mêmes écoles, aux citoyens, « *le bon peuple* », de confirmer par leurs votes les décisions prises ou à prendre. Ceux qui contestent ce processus sont considérés comme la plèbe, la masse, la multitude. Leur comportement infantile, grossier et irrationnel justifie la condamnation morale que manifestent à leur égard la classe politique et la classe médiatique.

« *Ceux qui savent* » ne peuvent tout expliquer à un peuple qui ne peut comprendre toutes les subtilités de la politique, qui ne peut, sans se sentir trahi, admettre que les « *sachants* » soient

MEMOIRES DU FUTUR

suite

impuissants à réguler quoique ce soit, que l'Etat soit impuissant en face des forces économiques. Il importe alors de bien éduquer, bien informer le peuple pour qu'il se soumette aux prescriptions de l'élite éclairée. En un mot modeler les esprits pour créer un « *homme nouveau : c'est-à-dire un sujet-consommateur-arriviste frustré cherchant en vain à désirer et à imiter des modèles de vie inaccessibles, qui finissent par constituer la totalité de ses aspirations.* »

Cet « *homme nouveau* » vacciné contre la violence politique, à la recherche si ce n'est du bonheur, au moins du bien-être, ne peut que soutenir un Etat qui affirme que la violence doit être évacuée des rapports sociaux et que cette évacuation est fondatrice de la société elle-même. La non-violence interdit tout changement. Vouloir un changement politique c'est faire violence au système existant. Tout peut être négocié, mais avec les représentants ad hoc : syndicats, associations, partis. « *Il faut que les fractions du peuple mêmes les plus rétives puissent être nommées, sans quoi la "négociation", cette arme molle et tentaculaire par laquelle est opérée la confiscation du politique et de l'histoire, ne peut avoir lieu.* » La non-violence, érigée en option idéologique fondamentale de la démocratie, interdit aux plus vigoureux opposants démocrates l'usage des moyens d'un changement. « *Plus s'affirme la volonté sociale-étatique de se préserver de la violence, plus s'abaisse le seuil de perception des risques, donc plus violents deviennent les dispositifs de contrôle étatiques... La violence engendre la violence. Ou plutôt : « la volonté d'absence de violence aboutirait à la violence absolue ».* »

Ce système « *démocratique* », en réalité le démocratism, a le pouvoir de nommer, dans les catégories qui lui sont propres, tout évènement et ainsi le valoriser, l'exemplariser ou le faire disparaître. S'appuyant sur la force de manipulation des médias il peut faire que toute contestation, quelque soit l'opinion publique, consolide en réalité le système. La manifestation à qui on a concédée le droit de défiler dans des limites définies prouve en s'y tenant l'excellence du pouvoir qui nous protège et en débordant à la fois son hors jeu démocratique et la nécessité du recours à la force pour protéger la démocratie. Pour ceux dont la contestation est plus radicale, donc nécessairement « *extrémistes de droite* », la réponse est entre le silence et la criminalisation de l'opinion, voire le hors jeu de l'humanité. « *Ces faux mouvements sont le signe de la paralysie de l'histoire.* »

Mais quand l'écart se creuse entre « *l'horizon d'attente* » et le vécu, que l'impossibilité de changer apparaît, alors la violence « *liée à l'organisation de la société, au dysfonctionnement des dispositifs de légitimation* » conduit à « *l'explosion insurrectionnelle* ». Violence qui permet à la puissance étatique de se manifester pleinement, de montrer que la révolte ne sert à rien, de « *transformer l'impuissance en humiliation* », de rendre le soulèvement à la fois inévitable et voué à l'échec. Pratique de la double contrainte qui produit des structures psychotiques.

En période de crise, l'Etat impuissant à trouver des solutions, « *n'a que sa protection à offrir, il a donc intérêt à perpétuer l'insécurité qui crée la demande de protection.* » Ainsi se trouve affirmé le dessein du pouvoir politique au XXe siècle : « *faire de la politique signifie accepter la responsabilité de la dernière violence (la violence absolue et progressive) afin d'effacer toute violence du monde.* »

« *Telle est la configuration emblématique et diffuse du démocratism contemporain, qui se décline en trois temps : condamnation morale de la violence attribuée au peuple, valorisation de l'encadrement légal comme remède à cette violence, promotion de la contestation comme modalité légalement encadrée de l'autonomie citoyenne.* »

Le refus de la violence, est refus de l'imprévu, des « *événements purs surgis du néant sociologique absolu* » autrement dit du peuple non citoyen, non domestiqué. Le citoyen suivant, lui, la

MEMOIRES DU FUTUR

suite

loi. La négation de la violence est le refus d'entendre, de percevoir la violence voulue pour contrôler celle du peuple sans qu'il soit possible de s'interroger sur la responsabilité de l'Etat dans la création de la violence attribuée à la nature des hommes. La négation que tout pouvoir naît d'une violence victorieuse assure la durée de ce pouvoir. Une vraie méconnaissance. Ou l'illustration de la parabole de la poutre et de la paille ?

En résumé un ouvrage qui nourrit une riche réflexion sur ce qui fonde le pouvoir politique.

NB : L'auteur annonce la publication prochaine d'un ouvrage sur la sociologie systémique de Luhmann. Cette démarche systémique a déjà fortement influencée le présent ouvrage.

_____ **Renvoi :**

Sandra LAUGIER « *Pourquoi désobéir en démocratie ?* » => **FuturWest N°38**

JP

Cet essai montre les possibilités offertes par un nouveau protocole de rémunérations, dont l'application est négociée entre les partenaires, en vue de partager plus équitablement la valeur ajoutée engendrée et corrélativement de créer une «flexibilité interne» à l'entreprise, maintenir l'emploi, éviter les situations de faillite, tandis que d'autres mesures proposées pour ralentir le jeu spéculatif des traders, pour ralentir la mondialisation outrancière des échanges sont autant de mesures destinées à faire partie des fondations d'une nouvelle économie, soucieuse d'équité, dans l'espace et le temps.

Certains lecteurs trouveront dans ce texte la suite de l'ouvrage « Pour plus de solidarité entre le capital et le travail ou de nouvelles chances pour l'emploi » (même auteur, éditions L'Harmattan, 2004 - Collection «Dynamique d'entreprises»).

Rémi GUILLET,
Propositions pour une économie équitable,
L'Harmattan - 2012 - 120 pages

Nous vivons une crise écologique, sociale, économique et financière. Pendant longtemps, notre croissance a été soutenue par des prix très bas de l'énergie, peut-être trop bas. L'utilisation irraisonnée de l'énergie fossile quasi gratuite a engendrée une croissance trop rapide, trop facile. Un autre modèle de développement est à inventer.

Le 20^{ème} siècle aura été une séquence «folle» avec des découvertes scientifiques fabuleuses accompagnées d'avancées sociales majeures. Cette euphorie occidentale n'a été possible que grâce au pétrole. Encore aujourd'hui, l'énergie fossile constitue l'ossature et le sang de l'économie occidentale. Cette séquence euphorique basée sur un pétrole abondant et disponible voit inéluctablement son terme se rapprocher. Quelque soit l'énergie de remplacement, nucléaire, biomasse, éolien, photovoltaïque, le coût de production de cette énergie sera beaucoup plus élevé.

D'autre part, le 20ème siècle a été marqué par la lutte entre la rémunération du travail et du capital, au profit net du capital, accentuant les déséquilibres dans la répartition de la valeur ajoutée et les crises sociales. Et si le capitalisme, porteur de l'idée de «liberté d'entreprendre», séduit toujours l'Occident, de nombreux pays mesurent aujourd'hui combien il est utile de veiller aux retombées sociales de stratégies économiques capitalistes socialement ravageuses avec un chômage de masse qui menace la cohésion sociale et la stabilité des États-nations.

Le nécessaire rééquilibrage ne peut se faire qu'au niveau de l'entreprise comme lieu de partage équitable de la valeur ajoutée, des profits mais aussi des risques. Une partie des bénéfices, ou pertes, serait alors attribué aux salariés sous forme de primes ou de diminution de salaires. De même, l'actionnaire aurait un moindre dividende en cas de bénéfices mais, en cas de perte, ils bénéficieraient d'une prime liée à la masse salariale. Les partenaires, salariés et actionnaires, enregistrent alors une rémunération mi-flexible, mi-sécurisé, c'est la flexi-sécurité proposée par l'auteur. La part flexible et sécurisé faisant l'objet de négociation. L'auteur développe alors de nombreux scénarios mathématiques pour évaluer au mieux le coefficient à appliquer aux salaires ou aux dividendes-pertes en fonction des souhaits de flexibilité ou de sécurité des parties.

Une plus grande flexibilité peut ainsi éviter un dépôt de bilan d'une entreprise en limitant les charges fixes et en évitant les licenciements. Idéalement, cette flexi-sécurité serait proposée à l'embauche. A noter que même si l'auteur semble convaincu par cette formule, on peut douter de la volonté d'abandonner une partie de leurs salaires par les salariés et une partie de leurs dividendes par les actionnaires.

Après une tentative de plus d'équité entre actionnaires et salariés, l'auteur défend la nécessaire équité dans l'échelle des salaires de l'entreprise en bannissant par exemple les stock-options. De même au delà de la rémunération, et quand l'entreprise est en difficulté, le temps de travail doit devenir flexible en le complétant par des formations soutenues par l'état. Le travail est indispensable à l'insertion sociale, à la santé mentale individuelle et à l'équilibre d'une nation, pour cela, il faut préserver l'emploi à tout prix.

Le groupement d'entreprise pourrait, de même, permettre des échanges équitables entre partenaires de même taille. Par exemple, les échanges entre les agriculteurs et la grande distribution ne permettent pas ce bénéfice minimal qui devrait être garanti au fermier.

Après avoir constaté que l'économie virtuelle, la financiarisation, a déstabilisé l'économie réelle, l'auteur évoque le rôle nécessaire des banques pour une dynamique économique équitable. Au lieu de favoriser le consommateur plus, ce qui entraîne souvent de l'inflation, les banques doivent rester raisonnables, c'est-à-dire, arrêter de prêter au delà des capacités de remboursement de l'emprunteur.

En essayant d'introduire de l'équité dans les rapports humains, l'auteur espère que cela débouchera sur davantage d'éthique et de respect. Il souhaite la mise en place d'une gouvernance mondiale pour contrer le dogme de l'économie capitaliste libérale et garantir l'équité des échanges pour une économie plus durable et une richesse mieux répartie. Ce défi demande des concessions de chacun notamment en termes de flexibilité mais nous permettra selon l'auteur de changer de paradigme.

Renvois :

- Michel DRANCOURT « *Les nouvelles frontières de l'entreprise* », NDL dans la revue **FuturWest N°19**
- Michèle DEBONNEUIL « *Vers la révolution du quaternaire* », NDL dans **FuturWest N°24**
- Georges LEWI « *Les défis du capitalisme coopératif* », NDL dans **FuturWest N°38**
- Maurice DECAILLOT « *L'économie équitable* », NDL dans **FuturWest N°41**

SD

La disparition de l'ordre bipolaire offre de nouveaux espaces d'action et donne davantage de perspective politique sur la scène internationale à de nouveaux acteurs. Elle libère l'Europe de la nécessité de rester sous le couvert de la puissance américaine et ouvre la voie de son intégration politique.

La consolidation de l'Union Européenne en tant qu'acteur régional sur la scène internationale se réalise dans un contexte mondial mouvant : celui de la montée en puissance de la Chine, de l'affirmation à des degrés divers de l'Inde, du Brésil, de la Turquie ou de l'Afrique du Sud, et du retour progressif de la Russie au rang de puissance politique à vocation planétaire. La diplomatie énergique et multidirectionnelle déployée par ces acteurs étatiques occasionne des changements conséquents sur la gouvernance politique et économique mondiale qui se traduisant par une diffusion progressive et structurelle du pouvoir global.

Le présent ouvrage se penche sur la place occupée par l'Europe dans le processus de décentralisation du Monde, sur le positionnement de l'UE face aux puissances émergentes ainsi que sur les capacités et stratégies qu'elle mobilise pour les appréhender.

Sébastien SANTANDER (Dir.)

Puissances émergentes : un défi pour l'Europe ?

Ellipses – 2012 – 380 pages

Le manque de cohésion, la paralysie, voire l'involution politique qui menace l'UE avec l'essor des partis populistes et xénophobes et l'inconsistance de leaderships pourraient bien la condamner à devenir une entité impuissante et marginale, un continent vieilli et amer avec peu de vrais alliés et doté d'une industrie et d'un niveau scientifique en déclin irréparable, une sorte de grand musée pour américains et asiatiques. L'UE a donc pour perspectives de gérer au mieux ses relations avec les Pays émergents... et les autres.

Durant la guerre froide, l'Europe communautaire représentait un modèle aux yeux des périphéries du Monde. Les contraintes et le confort des blocs orientaient vers des démarches économiques alternatives tous ceux qui cherchaient à d'émanciper à des tutelles géostratégiques. La redistribution des cartes et des enjeux, consécutive à la disparition du pôle soviétique en 1991, bouleversa la donne internationale. Derrière l'incontestable prééminence, économique, militaire et culturelle des USA, « une décentralisation progressive du Monde », est apparue. Dans cette conjoncture, l'Union Européenne n'est plus un modèle pour les Pays du Sud. Elle est même de plus en plus souvent considérée comme un acteur incongru, ou en tous les cas concurrent, par les puissances émergentes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

Relations avec IBSA (Inde, Brésil, Sud-Afrique). Pour autant, si à l'OMC, le rapport de force entre IBSA et UE semble se rééquilibrer cela ne s'opère pas au détriment de cette dernière. L'Union retire des bénéfices sur deux terrains de première importance : celui de la reconnaissance et du renforcement du multilatéralisme. Que leurs positions soient antagonistes ou plutôt rapprochées, leurs interactions participent au façonnement intersubjectif de l'identité d'une UE qui, d'après le discours, se veut soucieuse du développement des Pays du Sud et inclusive. Sa sensibilité au développement du Sud transparaît par exemple à travers ses concessions sur la question des subventions agricoles, ou encore celle des médicaments génériques ; sa logique inclusive, à travers l'invitation de leurs homologues brésiliens et indiens à s'asseoir à la « table des grands ».

Sur la question du changement climatique, les auteurs ne sont guère convaincants et ne brillent pas par leurs connaissances en sciences physiques, sinon ils ne répèteraient pas comme des perroquets des bêtises ressasser en boucle par des journalistes incultes.

Pour ce qui est de l'Afrique, il est constaté qu'en 2008, pour la première fois, les échanges en

volume entre les Pays émergents et les Pays africains ont dépassé les échanges entre l'UE et ces mêmes Pays africains. Pour l'UE et les autres bailleurs de fonds traditionnels, cela implique de reconnaître le rôle croissant des Pays émergents dans le système international du financement du développement et de les intégrer dans des mécanismes de coordination en leur garantissant une représentation suffisante. Que ce soit dans ce domaine ou dans d'autres, les Pays émergents font partie des problèmes ... et des solutions. Le cas de la RSA (Afrique du Sud) est traité spécifiquement.

En accordant au Brésil le statut de « partenaire stratégique », l'UE reconnaît cet Etat comme un interlocuteur-clé pour ses relations avec l'Amérique latine. Longtemps, l'EU avait privilégié des relations interrégionales avec le Mercosur. De nos jours, en développant une connexion étroite avec Brasilia, Bruxelles semble adopter une stratégie analogue à celle de Washington qui a toujours privilégié des rapports avec des Etats afin de déstabiliser les groupements régionaux florissant sur le continent des Amériques. Quant au Mexique, le processus est quasiment inversé puisque c'est l'UE qui bénéficie d'une considération avantageuse venant de ce Pays, les dirigeants mexicains successifs de ces dernières décennies n'hésitant pas à qualifier la relation entretenue avec le partenaire européen de « prestigieuse ».

Le contraste de la probable marginalisation européenne dans la zone pacifique en pleine expansion par rapport à la politique poursuivie par les USA en Asie orientale est frappant. Ces derniers soutiennent une politique d'engagement face au développement économique et stratégique de la Chine. Malgré la fin de la guerre froide, ils maintiennent une présence militaire décisive en Asie orientale, notamment avec le renforcement de leur alliance avec le Japon à la fin des années 1990. Depuis les années 2000, ils affermissent leur lien stratégique avec l'Inde en développant des accords de coopération nucléaire. Le basculement des équilibres économiques et géopolitiques mondiaux provoqué par la réinsertion de la Chine dans l'économie mondiale se poursuivra tandis que l'Europe ne devrait y jouer qu'un rôle périphérique.

On trouvera aussi deux chapitres consacrés aux relations de l'UE avec l'Inde, du genre « je t'aime moi non plus »... où visiblement les auteurs ne sont pas allés vérifier sur place comment fonctionne réellement « la plus grande démocratie de la Planète » ; et aux relations avec la Russie, qui, chose non surprenante, sont à l'aune des relations entre l'Europe de l'Ouest et l'ours russe depuis... des siècles, passant de la répulsion à l'admiration, puis à la répulsion, etc.

Pour ce qui est des Pays arabes ou arabo-musulmans, les auteurs, et ils ne sont hélas pas les seuls, font preuve de naïveté devant les perspectives réjouissantes d'un « islam modéré » qui, en fait, vise ni plus ni moins qu'à entraver des tentatives de passage à une démocratie « à l'occidental » pour imposer des préceptes religieux rétrogrades et en totale opposition avec la Charte de San Francisco à l'organisation et au fonctionnement de la société civile et politique.

Ouvrage intéressant mais nous aurions aimé que les auteurs « se mouillent » dans leurs analyses au lieu de rester dans des appréciations vagues et peu concises. Quant à mélanger les billions avec les trillions, ils auraient mieux fait de garder les unités classiquement utilisées en français et codifiées internationalement depuis... 1985 !

LF

MEMOIRES DU FUTUR

suite

L'homme occidental est devenu la principale force de transformation du globe terrestre et de son atmosphère depuis 1850. de plus, Günther Anders, dans L'obsolescence de l'homme, a largement montré pourquoi cela le monde à sa perte totale, en particulier depuis les événements de 1945.

D'autre part, Cornelius Castoriadis avait attiré l'attention sur le fait que l'imaginaire constitue le ciment de toute société. En conséquence, l'auteur soutient qu'il est grand temps de «construire» cet imaginaire occidental si l'on veut se donner des chances d'éviter le pire.

Or cet ouvrage a débouché sur la conclusion que la science tient une place fondamentale dans cet imaginaire et, chemin faisant, que l'énergie nucléaire en constitue son «noyau dur».

L'exploration douloureuse de cette «zone interdite» du savoir – qui s'est révélée extraordinairement riche – a eu pour conséquence un appel international.

Signé par des personnes et des philosophes qui importent à l'auteur, cet appel constitue aussi leur modeste don au peuple japonais.

Jean-Marc ROYER

La science creuset de l'inhumanité
L'Harmattan – 2012 – 215 pages

Le titre est évocateur. L'objectif de l'auteur de cet essai est de nous montrer les effets négatifs du développement, de la science et des techniques qui en découlent dans nos sociétés contemporaines. Ces effets sont d'ordre matériel et imaginaire.

Il propose pour cela d'opérer une déconstruction du mythe dont selon lui la science est l'objet en s'en prenant à l'idée qu'elle ne peut être jugée, ce qui relève plus d'une idéologie que d'une pensée critique selon l'auteur. Il part du constat que la science a établi une hégémonie absolue en occident, et organise presque tous les aspects de notre vie en société. Il se questionne sur les évolutions qui font qu'on est passés d'une attention portée à la science à la pratique d'une forme de scientisme, accordant à la seule science une légitimité en termes de connaissance du Monde. Cette pratique scientiste est pour lui l'équivalent d'une religion monothéiste. Il présente son argumentation dans le corps de texte, certains des exemples donnés pour illustrer le propos sont développés en note de fin de texte. Ils permettent de montrer jusqu'à quel point science, pouvoir économique et pouvoir politique entretiennent des liens étroits...

Il compare ce mythe à une colonisation de l'imaginaire. Son essai tente de montrer comment une pratique, chargée de décrypter le réel, qualifiée par ses méthodes, son objectivité par rapport au réel, s'est en fait constituée en son contraire, une idéologie et des croyances qui prennent le pouvoir sur nos vies en vertu de leur nécessité objective. Pour lui, la «neutralité» des scientifiques n'est que «pseudo neutralité objective de la science», au nom de laquelle sont prises des décisions dites rationnelles.

Il opère un détour par l'histoire, et revient sur l'élaboration des modalités de la pensée scientifique. Il renvoie à la Renaissance et à Galilée, qui a mis en place une conception structuraliste du monde : celui-ci est considéré comme un ensemble d'éléments en relations entre eux. Il explique que la science moderne débute par une reconstruction progressive du monde par les mathématiques, qui vont devenir un moyen puissant d'unification intellectuelle. Le «REEL», ainsi objectivé, est appréhendé à partir de ses méthodologies. Il découle de cette reconstruction un objectivisme déshumanisant, qu'il compare à une névrose obsessionnelle.

Jean-Marc ROYER insiste sur le fait que la science transforme le monde symboliquement avant de le transformer matériellement. Il décrit «l'imaginaire instituant» issu de la science, à partir de cinq paradigmes capitaux :

- La raison contre la foi, bastion du mythe fondateur

- L'universalité intangible des «*lois de la nature*»
- La raison donne un accès universel au «*réel-monde*»
- L'homme se sépare de la nature
- L'expansion illimitée de la maîtrise rationnelle

Tout au long de son argumentation pour décrypter (*démystifier !*) la science, il met en perspective les connaissances produites et les déclinaisons «*objectives*» qui en découlent. Il puise ses exemples dans la technoscience, la mise en place et le fonctionnement des macrosystèmes techniques, les neurosciences. Science et technique sont selon lui indéfectiblement liées et sont très difficiles à dissocier. Il parle de fait de «*technosciences*». Ces technosciences sont un élément de la nouvelle idéologie contemporaine, un support essentiel du sacré et sont intégrées à la pseudoneutralité objective de la science. Jean-Marc Royer n'oublie pas de préciser que ces objets techniques sont aussi des objets socialement construits, liés aux activités et représentations humaines.

L'auteur s'attache à montrer de quelle manière les technosciences ont pris le pouvoir. La démarche scientifique a permis la plupart des innovations techniques du 19^e siècle. Elle concourt, dans sa dimension matérielle et imaginaire, au nouvel ordre qui se met en place. Développement scientifique, révolution industrielle, puis thermo industrielle lui permettent d'illustrer le lien entre la science et les développements de la société. Le développement des premiers réseaux chamboule le territoire. Le développement de la machine à vapeur s'avère déterminant. La colonisation est le prolongement «*logique*» de la logistique d'approvisionnement et de commercialisation qui se met en place.

La création de macro systèmes techniques est l'un des effets des technosciences. Cela a permis la création de réseaux gigantesques reliant différents points situés en des endroits différents, et les faisant interagir. Cela suppose une gestion technique centralisée, une organisation et un contrôle permanent des échanges. Sous couvert d'aura progressiste, ces réseaux prennent possession des territoires. Ils ont une tendance au gigantisme et au développement de type sécuritaire. Leur existence est justifiée par le progrès. L'auteur constate d'ailleurs que ce processus est d'une efficacité politique redoutable. Mais il montre aussi comment les MST sont porteurs d'une fragilité intrinsèque, ce qui en multiplie les dangers. Fukushima n'en est qu'un des exemples les plus récents.

L'idéal de cette science, mais aussi des technosciences, et qui en déterminent un certain nombre de caractéristiques, est la figure du progrès illimité. Selon Jean-Marc ROYER, la marche de l'humanité vers un bien-être généralisé constitue l'argument force pour défendre la science. Cela permet de justifier le monde tel qu'il est et évite de se poser la question gênante des finalités de ce «*progrès*». Cette religion du progrès peut être qualifiée de scientisme, selon lui «*une gangrène de la culture occidentale*».

La production scientifique n'est pas l'objet d'une démarche symétrique : les effets positifs dont elle est porteuse, sur le bien-être, servent à défendre la science tandis que les effets négatifs ne sont jamais mobilisés pour la soumettre à la critique ou à la question. Elle ne peut de fait jamais être critiquée. Un raisonnement récurrent selon lui justifie la science : elle ne pourrait être réfutée par des applications néfastes ou catastrophistes. Mais il cite le projet Manhattan en contre-exemple.

Il observe que quand on parle de progrès, c'est rarement pour parler du progrès des connaissances, mais du progrès technique ou technologique, donnés comme exemples des «*avancées des sciences*». La médecine constitue un noyau dur de cette représentation. Elle est souvent présentée comme une «*figure de proue*» des «*nobles fins de la science*». Elle constitue une justification non réfutable des fins du progrès scientifique. Cette instrumentalisation idéologique de la médecine conduit aussi à servir d'autres desseins et mettre les logiques de la production scientifique au service d'une logique économique et financière. Il montre aussi comment cette rationalité calculatrice se met au service de la guerre, à partir d'une collaboration étroite entre l'industrie, la recherche, le département de la Défense aux Etats Unis. La sacralisation de la pensée scientifique, mène à la justification de tous

les développements qui en émanent, sous couvert de rationalité, de nécessité, de progrès...

Jean-Marc ROYER décrit l'homo oeconomicus comme la figure Deus Ex Machina du 21^e siècle, ce qui va permettre de résoudre tous les problèmes, un paradigme qui selon lui conduit le monde à sa perte. Pour lui, la science du progrès, de la libération, est devenue le cœur d'une inhumanité occidentale. Il constate que la science provoque un bouleversement dans le rapport au Monde, mais induit aussi un bouleversement du rapport à soi. Les sciences humaines n'échappent pas à ce processus d'objectivation du monde: pour DURKHEIM, objectivation des faits sociaux, référence à la thermodynamique pour Freud. Ce détour par les sciences humaines et la thermodynamique amène ensuite Jean-Marc ROYER à s'interroger sur la place de la thermodynamique dans la construction du mythe de la science, et des applications qui en découlent.

Il constate que les principes de la thermodynamique ont subi des destins asymétriques dans l'élaboration de la pensée scientifique. Le principe entropique, issu du second principe, est selon l'auteur l'objet d'un gigantesque trou de mémoire théorique dont les conséquences sont phénoménales selon lui. Il constate que tous ceux qui se réclament de la démarche scientifique ne font pas référence à ce second principe, comme si l'écosphère ne relevait pas de ce principe. Il en découle des comportements, comme si le système terre était sans limite. Cette logique trouve son achèvement idéologique dans le libéralisme, qui permet de privatiser le profit et de délocaliser ou «*d'externaliser tout le reste entropique*» ou considéré comme tel : les charges, les pertes et les pollutions.

La science est-elle un refuge ? Il se réfère pour cela à la science omniprésente dans les médias. Il considère la science comme une « *idéologie qui veut que la démarche scientifique soit la seule base assurée de toute culture, que la science soit le seul rapport légitime au savoir, le seul comportement possible dans toutes les sphères de l'expérience humaine* ». En cela la science est aussi devenue un scientisme.

Il consacre pour finir un chapitre sur la connaissance, le savoir et le bien commun. Il décrypte la perte du savoir, qui serait dû au fait de la perte des échanges personnels, le fait que nous soyons en passe d'être intégralement médiatisés. Il montre que l'individualisme est une imposture du libéralisme, tant on assiste à une uniformisation des consciences. Il en vient à parler de prolétarianisation des connaissances générales, signifiant pour lui la perte de tout savoir indexé à la vie, au travail. Le travail est devenu un emploi; le savoir est machinique. Ce qui conduit à une grande souffrance dans les entreprises.

Les objets techniques viennent capter toutes les pulsions du désir, la technique fonctionnant comme une mère gavant son enfant. En découlent obésité et «*quarté gagnant*» (sofa, pizza, bière, plateau télé) et obésité. La science, à l'origine de tous ces objets, vient en étayer l'usage par ses vérités, inaccessibles au commun de ces mortels, et par une rationalité calculatrice étendue aux rapports entre les être humains. Ces constats peu engageants nous mènent vers la conclusion de l'auteur, qui, on l'aura compris, n'est pas franchement optimiste. Il conclue sur l'idée de catastrophe, et accorde une grande part de responsabilité à la filière électronucléaire. Il s'interroge sur le retour à un âge de pierre du fait des conséquences de la révolution thermo industrielle et la banalisation du mal à grande échelle. Ces conclusions renforcent Jean-Marc Royer quant à la nécessité de décoloniser l'imaginaire.

Cet ouvrage est bienvenu à une période où la mobilisation des connaissances scientifiques s'intensifie pour toute prise de décision politique. Jean-Marc ROYER nous propose une occasion de réfléchir aux évidences souvent aveuglantes de la dite objectivité de la science. Il en dénonce l'absurdité quand les résultats de sa rationalité postulée aboutissent à cet alléchant «*quarté gagnant*». Cet essai ouvre des pistes de réflexion non dénuées d'intérêt, notamment autour de la question des savoirs, autant pour les acteurs producteurs de la connaissance scientifiques que les acteurs sociaux qui en sont destinataires, ainsi que de leurs applications.

Affirmer que les « monnaies primitives » sont un archaïsme peut être compris de deux façons. Soit, elles sont un état premier et imparfait de nos propres usages monétaires supposés évolués. Soit elles sont l'expression d'une institution essentielle et commune à l'ensemble des sociétés humaines, et comparable aux langues. Dans ce cas, ces monnaies peuvent nous éclairer pour repenser aujourd'hui l'institution monétaire et contribuer à répondre aux impasses actuelles de la domination de la finance.

Reprenant des travaux qu'il a menés dans les années 1970 jusqu'à nos jours, l'auteur interroge la nature de la monnaie comme lien et pose notamment la question de l'inaliénabilité de richesses communes et du partage ainsi que celle des limites de la figure du don pour comprendre la réciprocité.

En cela, l'ambition de l'ouvrage est d'offrir des outils nouveaux pour la socio-économie et de contribuer à la construction de l'économie solidaire comme issue théorique et pratique à la crise.

Jean-Michel SERVET

Les monnaies du lien

Presses Universitaires de Lyon – 2012 – 450 pages

A partir de deux textes rédigés à trente années d'intervalles l'ouvrage de Jean-Michel Servet nous propose deux regards opposés, parfois « superposés » mais au final complémentaires. Le premier, est issu d'une thèse d'Etat rédigée en 1981, sur « *la genèse des pratiques et des formes monétaires* ». Cette dernière tente de renouer avec une analyse « *génétique* » et fonctionnelle du phénomène monétaire, telle que développée par les historiens et les numismates. Ce faisant elle remet en cause certaines interprétations trop courantes du phénomène monétaire. A partir de l'exemple de communautés qualifiées à l'époque de « *sauvages* » parce qu'elles étaient considérées comme sans classes ni Etat, elle amorce une analyse critique de l'approche des anthropologues et des interprétations évolutionnistes généralement mises en avant pour expliquer les manifestations variées et universelles des pratiques monétaires.

Avant les instruments monétaires de nos sociétés prétendument développées, ont circulé des monnaies qui par leur fonction préfigurèrent les nôtres et en furent les ancêtres, ce que Jean-Michel Servet nomme les « *paléomonnaies* ». Il s'agit là d'un phénomène comparable par son universalité au langage ou aux religions, dont l'on retrouve des traces dans l'ensemble des sociétés humaines. Ces formes anciennes doivent être avant tout comprises par référence à leurs géniteurs. Dans les récits qui ont été apportés au fil du temps, elles ont pu être décrites d'abord comme une réponse rudimentaire aux difficultés que les humains ont progressivement résolues de réaliser les trocs primitifs. Cette invention aurait permis de mieux répondre à leurs besoins d'échanger et de payer, supposés eux-mêmes universels. La masse considérable d'informations rassemblées depuis le milieu du XIX^{ème} siècle sur les transformations des sociétés humaines a cependant permis d'enrichir considérablement cette représentation. C'est parce que n'était perçue qu'une partie de leurs usages que ces instruments ont pu être décrits comme étant des monnaies rudimentaires. Ils avaient en fait d'autres usages a priori non monétaires qui expliquaient la complexité des pratiques observées et qui pouvaient rendre difficiles les comparaisons, au point que de nombreux anthropologues ont nié que l'on puisse les faire entrer dans une catégorie générale qui serait la monnaie.

C'est en réalité bien souvent le regard parti du point supposé d'arrivée (*le nôtre, lui-même fruit d'une construction idéologique*) qui les appréhende comme autant d'instruments monétaires et les définit en conséquence comme appartenant à une catégorie générale, la monnaie (*selon l'interprétation moderne*). Les fonctions contemporaines de celle-ci, assignées par les économistes, éclairent les transformations successives que subissent ces équivalents, ces substituts, ces compensations, etc. pour se diriger vers des formes supérieures d'une seule et même institution : la monnaie. D'où l'importance, en réalité déformée, accordée à ses fonctions, au détriment d'une appréhension beaucoup large des rôles effectifs jouées par les paléomonnaies.

La seconde vision, présentée dans la seconde partie de l'ouvrage, abandonne l'approche historique et fonctionnelle de la première partie. De manière centrale, elle affirme que, dans toutes les sociétés, la monnaie fait lien. Cette hypothèse rompt avec la volonté d'inscrire les transformations monétaires dans la perspective dominante - implicite ou explicite chez les économistes et chez certains ethnologues - d'une évolution générale des sociétés. Ce second regard porté sur les monnaies dites « primitives » renonce donc à privilégier l'un ou l'autre des critères de mesure généralement admis du degré ou de la supposée logique d'évolution des sociétés.

L'analyse éclaire une différence apparente dans les usages des paléomonnaies comparées avec ceux de nos monnaies modernes. En réglant une dette par le transfert, temporaire ou définitif, d'une paléomonnaie, il est possible de prétendre ne pas rompre le lien. Le transfert d'une paléomonnaie peut au contraire l'affirmer, le valider, et l'actualiser. Cette monnaie est alors moins une créance que le témoin de l'acquittement d'une dette, sans que le détachement consacre une rupture. Ce faisant, la monnaie est pensée comme un lien essentiel des communautés humaines, ayant une dimension verticale et horizontale. Elle unit leurs membres, ordonne les activités et permet de réaliser non seulement des relations d'alliance mais aussi de filiation intergénérationnelle.

Agissant comme compensation de relations - où l'être subsume l'avoir-, les paléomonnaies peuvent ainsi s'avérer comme les instruments d'une « impossible coupure ». Celle-ci est comprise comme impossible car rompre serait funeste pour la communauté » elle-même. A l'inverse, en détruisant ce qui relie, par un paiement que l'on prétend capable de rendre chacun quitte et totalement autonome par rapport aux autres, la monnaie « moderne » ne serait pas ce qui réunit mais ce qui sépare. De ce point de vue, les monnaies « anciennes », « primitives » ou « traditionnelles » sont révélatrices d'un archaïsme monétaire - au sens où cette expression désigne non un vestige mais un fondement essentiel commun à l'ensemble des sociétés humaines. Elles ne désignent pas des survivances ou des résidus primitifs mais en réalité, ces monnaies révèlent des propriétés communes au fait monétaire en général mais aussi certaines dimensions cachées de nos monnaies, pour autant que l'on plonge dans les profondeurs inconscientes de la monnaie.

Il suffit par exemple de se rappeler l'étymologie de termes comme « obligation » ou sa traduction anglaise « bond » pour retrouver dans « obligation » la racine « lig » autrement dit une ligature, et dans « bond » le double sens financier d'obligation mais aussi de rapport de servitude. De même, il est possible de remarquer que l'origine latine du mot « intérêt » est « inter esse », « être entre » ainsi qu'une foule d'exemples comparables empruntés à différentes langues et différentes cultures à travers les continents.

Nous vivons donc, par la façon dont est compris parmi nous le paiement, avec l'illusion que la remise contractuelle d'une contrepartie, pensée comme contre-valeur, est à un niveau micro-relationnel ce qui peut nous rendre quitte et autonome de façon générale. On croit ainsi pouvoir ne pas dépendre des autres alors que tout paiement est un moment dans une chaîne sans fin de relations que l'interdépendance mécanique des marchés réalise à l'insu même de ceux qui échangent.

Dans le long processus de transformation historique - qui ne doit pas être confondu avec ce qui serait une évolution unidirectionnelle et unidimensionnelle impliquant un progrès -, le développement de relations contractuelles de paiement, en rupture ou en opposition avec ce qui est généralement présenté comme des chaînes de dons/contre-dons représente une nouveauté fondamentale. Croire en la capacité d'un instrument de couper le lien, en mettant fin à toute obligation grâce au paiement constitue une transformation essentielle. La confiance se déplace alors de la solidité du lien à celle de la capacité de rompre « en bon termes », en ayant « réglé ses comptes », donc toutes ses obligations. Le développement de ces relations contractuelles de paiement nécessite une mutation du processus de construction de la confiance dans l'institution monétaire et dans les modes de financement. La confiance dans les relations d'alliance et de compensation porte directement sur les personnes et sur leurs groupes d'appartenance. Avec le développement des relations contractuelles de paiement,

en particulier du fait d'une suprématie des logiques de propriété permettant l'aliénation des biens, la confiance paraît se déplacer des personnes aux choses et se trouve nécessairement instrumentalisée. Pour l'ensemble des obligations mesurées, il faut des instruments fiables laissant chacun quitte.

Il est donc nécessaire aujourd'hui de dépasser l'image commune et hégémonique de la monnaie comme étant principalement un instrument du marché. Il s'agit surtout de redécouvrir et de reconsidérer ce qui faisait et ce qui peut encore faire lien grâce à la monnaie, à différents niveaux collectifs et privés. Autrement dit, il faut comprendre la monnaie en dehors ou au-delà de ses usages promouvant des logiques de lucrativité. Il faut au contraire saisir en particulier son rôle dans la redistribution, à travers les obligations trop oubliées unissant une communauté de citoyens détentrice d'un trésor commun dont l'aliénation ou la dissipation met en danger l'existence même de la société. Si le marché n'est pas pensé comme une rivalité entre « *échangistes* » (à travers leurs marchandises), il peut alors aussi (re)devenir, une interdépendance autour d'intérêts communs. C'est une proposition forte des promoteurs de l'économie sociale et solidaire dont les pratiques (*commerce équitable, monnaie locales, finance solidaire...*) ne s'opposent pas au marché de façon radicale mais entendent réaliser, à travers des flux marchands des relations de partage au sein desquelles la solidarité devient le principe moteur.

Au final, ce tour d'horizon, ponctué d'une multitude d'exemples empruntés à des groupes humains à travers le temps et l'espace, nous montre qu'il serait erroné de penser les liens de solidarité tissés grâce à la monnaie comme une forme « *primitive* » ou « *première* » dont quelques sociétés réputées « *exotiques* » auraient encore le privilège et que la modernité aurait à tout jamais fait disparaître de nos propres sociétés. Ce que par illusion nous tenons pour un passé, et qui se révèle comme une diversité d'expression, doit en réalité nous aider à penser un avenir de l'ordre monétaire. Dans celui-ci, à travers un esprit de solidarité et de partage, serait pourquoi pas retrouvée la nature largement occultée ou inconsciente de lien de la monnaie.

CD-V

Parce que cela fait chic et parce que le déni écologique devient une posture médiatique encensée par les politiques, des pseudo scientifiques et des industriels incités à ne plus prendre la moindre précaution pour améliorer l'environnement, de nouveaux prophètes partent en croisade.

Les écolosceptiques entretiennent une mode nocive pour culpabiliser une société qui s'inquiète : ils prônent l'inertie et le refus d'agir. Ils jouent l'avenir de la biodiversité, d'une vie supportable, et même de la planète.

Les écolosceptiques et les climatosceptiques s'acharnent, utilisant les réseaux les plus puissants et maîtrisant parfaitement l'outil internet, à décrédibiliser les écologistes et à dénoncer leur « catastrophisme » auprès des ministres, des parlementaires et de l'opinion publique.

Sur un ton résolument polémique, l'auteur dénonce avec humour et ironie ces conservateurs masqués sous les oripeaux de la science et du « marché ». Il fustige les adversaires du principe de précaution qui paralyserait, paraît-il, le progrès technique et scientifique. Il accuse les milieux économiques et les grandes institutions d'utiliser leurs positions pour relayer leurs arguments fallacieux.

Claude-Marie VADROT

L'écologie sinon rien

Delachaux et Niestlé – 2012 - 155 pages

« J'ai de quoi me mettre en colère... »

Livre d'humeur ? Peut-être !

En tout cas un ouvrage qui montre deux camps qui s'opposent se jetant les mêmes reproches à la tête : secte, théorie du complot, fascisme, incompétences, mensonges....

L'auteur, membre militant des écologistes, distribue les qualificatifs assurant l'impossibilité d'une écoute et le maintien du conflit à travers 6 chapitres qui vont traiter de l'agriculture, des OGM, des éoliennes, du principe de précaution et du réchauffement climatique.

L'ennemi est à la fois incompétent, minoritaire, menteur, et très efficace puisqu'il trouble les politiques et l'opinion publique.

Il s'agit d'une secte, qui complot, qui ment, qui falsifie, qui a des moyens financiers considérables.

Et dans laquelle on trouve, pêle-mêle : les industriels, les pétroliers, les bourgeois, les nobles, les retraités, les propriétaires de résidences secondaires, les vieux, les Académies des Sciences, de Médecine, et des Beaux Arts, le FMI, l'OMS, la Russie, l'Arabie Saoudite, les USA de Bush et des républicains ainsi que le Tea Party, les néo conservateurs.... En France l'UMP, Chasse pêche et traditions, l'Assemblée nationale (*nous sommes avant mai 2012*), l'essentiel du Sénat, les socialistes productivistes, Giscard d'Estaing, Sarkozy, l'EDF, Areva, Total, Bouygues, LVMH,... Institut Montaigne, Institut Turgo,... Claude Allègre, Jacques Attali, Georges Charpak, Luc Ferry... AgoraVox, Dailymotion, Wikiberal, Facebook...

Tous personnages ou institutions ne roulant que pour leurs intérêts personnels. Et quand ils sont l'objet d'attaques de la part de leurs confrères ou de la presse, ils s'en délectent puisque leur premier objectif est d'exister médiatiquement....

Le désaccord sur des points écologiques, OGM, principe de précaution, ruralité, éolienne fait l'objet d'amalgame avec des choix politiques sans rapport avec la question évoquée : la Ligue urbaine et rurale, favorable au nucléaire et hostile aux éoliennes, aurait été fondée par Giraudoux mort en 1944 et dont l'antisémitisme au dire de Pierre VIDAL-NAQUET était « *prodigieusement banal* ». La Fédération Environnement Durable, hostile à l'éolien, ce qui est déjà inacceptable, a en plus un animateur qui a vu le jour dans la région où est né, dans les années 30, le mouvement des Chemises vertes, « *un mouvement rural fascisant* »...

Bien sûr tous ces acteurs agissent de concert, répétant à l'envie les mêmes slogans mensongers, utilisant les tribunes qui ne peuvent les contredire comme « *les assemblées politiques départementales, mais aussi les universités de province, les club régionaux du Rotary ou des Lions Clubs encore plus locaux. Ces lieux où la part la plus rance et conservatrice de la petite et plus rarement grande bourgeoisie s'échauffe l'esprit en se donnant de l'importance à propos du réchauffement de la planète, des écologistes ou des éoliennes...* » en accusant les écologistes d'être une secte totalitaire, activiste, voire marxiste.

L'écologie, sous la plume de l'auteur, est un tout indiscutable. Pas question, par exemple, d'être en accord avec lui sur les problèmes de pollution et en désaccord sur le climat, ou d'être dubitatif sur la pertinence du principe de précaution et de rejeter la recherche sur les OGM ... Un tout. Donc les adversaires sont nécessairement un tout. Bloc contre bloc semble être, dans le monde décrit par l'auteur et dans lequel il affirme sa présence militante, la seule façon d'exister.

Je ne pense pas que cette position fasse avancer la cause écologique, ni qu'elle contribue à l'avancée de la connaissance scientifique dans un domaine complexe ou l'avancée se réalise lentement à travers une succession de modèles et ou nous sommes encore loin de théories plus consistantes permettant une plus juste compréhension et de meilleures anticipations.

Pour moi l'ouvrage illustre à merveille cette expression de Talleyrand : « *Tout ce qui est excessif est insignifiant.* ».

Renvois :

Edwin ZACCAI, « *Vingt ans de Développement Durable, et après ?* », NDL – **FuturWest N°42.**

Luc FERRY (Dir.), « *Querelles écologiques et choix politiques* », **FuturWest N°43.**

Christian GERONDEAU, « *Ecologie, la fin...* », **FuturWest N°44.**

JP

<i>KAPLAN Daniel</i>	<i>La confiance numérique</i>	<i>FYP</i>
<i>BERTHAUD Pierre</i>	<i>Introduction à l'économie internationale</i>	<i>De Boeck</i>
<i>KRUGMAN Paul</i>	<i>Sortez-nous de cette crise... maintenant</i>	<i>Flammarion</i>
<i>ZERBATO Michel</i>	<i>Néolibéralisme et crise de la dette</i>	<i>Osez...</i>
<i>BOURGUIGNON François</i>	<i>La mondialisation de l'inégalité</i>	<i>Seuil</i>
<i>CINGOLANI Patrick</i>	<i>Le temps fractionné (Multiactivité...)</i>	<i>A. Colin</i>
<i>STIGLITZ Joseph</i>	<i>Le prix de l'inégalité</i>	<i>Les Liens</i>
<i>CICCHELLI Vincenzo</i>	<i>L'esprit cosmopolite (Erasmus, Leonardo...)</i>	<i>Sciences Po</i>
<i>PREVOT Henri</i>	<i>Avec le nucléaire</i>	<i>Seuil</i>
<i>DULONGS Delphine</i>	<i>Sociologie des institutions publiques</i>	<i>Découverte</i>
<i>JACOB Jean</i>	<i>Edgar Morin, la fabrique d'une pensée...</i>	<i>Golias</i>
<i>BAQUE Philippe</i>	<i>La Bio (Entre business et projet de société)</i>	<i>Agone</i>
<i>CARDI Coline</i>	<i>Penser la violence des femmes</i>	<i>Découverte</i>
<i>NUSSBAUM Martha</i>	<i>Capabilités (Conditions d'un Monde plus juste)</i>	<i>Climats</i>
<i>CYPRIS Marie-Edith</i>	<i>Mémoire d'une transsexuelle</i>	<i>PUF</i>
<i>BACHARAN Nicole</i>	<i>Le guide des élections américaines</i>	<i>Perrin</i>
<i>LOEPER (de) Catherine</i>	<i>Vivre et travailler avec les Russes</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>BERTHO Michelle</i>	<i>Charity business (santé mondiale...)</i>	<i>Vendémiaire</i>
<i>LATOUBRUNO Bruno</i>	<i>Enquête sur les modes d'existence</i>	<i>Découverte</i>
<i>BALTAZAR Nicolas</i>	<i>La place des salariés dans l'entreprise de demain</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>MEZAGUER Sarah</i>	<i>La théorie du complot : un mythe ?</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>SARTORI Eric</i>	<i>Histoire des grands scientifiques français</i>	<i>Perrin</i>
<i>BOUDON Raymond</i>	<i>Croire et savoir...</i>	<i>PUF</i>

BIBLIOGRAPHIE / WEB

suite

<i>FAINZANG Sylvie</i>	<i>L'Automédication ou les mirages de l'autonomie</i>	<i>PUF</i>
<i>COLLECTIF</i>	<i>La science et le débat public</i>	<i>Actes Sud</i>
<i>MAEDER André</i>	<i>L'unique Terre habitée ?</i>	<i>Favre</i>
<i>VADROT Claude-Marie</i>	<i>L'écologie, sinon rien</i>	<i>Delachaux</i>
<i>KOHLER Pierre</i>	<i>Balade dans le système solaire</i>	<i>Rustica</i>
<i>ANSARI Anousheh</i>	<i>My dream of stars</i>	<i>Palgrave</i>
<i>QUANTIN Patrick</i>	<i>Délibération et gouvernance</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>ROVELLI Carlo</i>	<i>Et si le temps n'existait pas ?</i>	<i>Dunod</i>
<i>BAUMARD Philippe</i>	<i>Le vide stratégique</i>	<i>CNRS</i>
<i>DELBOSC Anaïs</i>	<i>Et si le changement climatique nous aidait...</i>	<i>Cavalier Bleu</i>
<i>CHEVALIER Jean-Marie</i>	<i>Avenir énergétique : cartes sur table</i>	<i>Gallimard</i>
<i>ROLLOT Olivier</i>	<i>La génération Y</i>	<i>PUF</i>
<i>GODEFRIDI Drieu</i>	<i>Le GIEC est mort, vive la science !</i>	<i>Texquis</i>
<i>PLOND Isabelle</i>	<i>L'employabilité : ambiguïté d'un concept</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>MAUCADE Julien</i>	<i>L'Islam : une victoire inéluctable</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>FERRERAS Isabelle</i>	<i>Gouverner le capitalisme ?</i>	<i>PUF</i>
<i>FRAYSSINHES Jean</i>	<i>L'apprenant adulte à l'ère numérique</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>MICHEL Laura</i>	<i>Les industriels et le DD</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>BODINAT (de) Henri</i>	<i>Les sept plaies du capitalisme</i>	<i>Leo Scheer</i>
<i>LECOMTE Jacques</i>	<i>La bonté humaine (altruisme, empathie...)</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>LATOUCHE Serge</i>	<i>Bon pour la casse (obsolescence programmée)</i>	<i>Les Liens</i>
<i>GIRAUD Gaël</i>	<i>L'illusion financière</i>	<i>L'Atelier</i>
<i>LAURENT Alain</i>	<i>Les penseurs libéraux</i>	<i>Belles Lettres</i>

BIBLIOGRAPHIE / WEB

suite

<i>KOKOREFF Michel</i>	<i>Une France en mutation</i>	<i>Payot</i>
<i>REVEL Claude</i>	<i>France, Pays sous influence ? (Lobbying)</i>	<i>Vuibert</i>
<i>COULOMBEL Alain</i>	<i>L'entreprise et le temps</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>CARDEBAT Jean-Marie</i>	<i>Territoire vert</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>BELLO Walden</i>	<i>La fabrique de la famine</i>	<i>Carnets Nords</i>
<i>MORGAN Nicole</i>	<i>Haine froide (A quoi pense la Droite américaine ?)</i>	<i>Seuil</i>
<i>GAMBINO Mélanie</i>	<i>Le Monde agricole en tendances</i>	<i>Doc Fse</i>
<i>VIARD Jean</i>	<i>Nouveau portrait de la France</i>	<i>L'Aube</i>
<i>COHN-BENDIT/VERHOFSTADT</i>	<i>Debout l'Europe !</i>	<i>Versailles</i>
<i>FUKUYAMA Francis</i>	<i>Le début de l'Histoire</i>	<i>Saint-Simon</i>
<i>GAGNOL Laurent</i>	<i>Les échelles des territorialités</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>LAZUECH Gilles</i>	<i>L'argent du quotidien</i>	<i>PUR</i>
<i>STANZIANI Alessandro</i>	<i>Bâtisseurs d'empires (Chine, Inde, Russie...)</i>	<i>Raisons d'agir</i>
<i>FOESSEL Michaël</i>	<i>Après la fin du Monde</i>	<i>Seuil</i>
<i>BESNARD Jérôme</i>	<i>La Contre-révolution</i>	<i>Le Monde</i>
<i>GRAN Iégor</i>	<i>L'écologie en bas de chez moi</i>	<i>POL</i>
<i>TARDIEU Vincent</i>	<i>Vive l'agro-révolution française</i>	<i>Belin</i>
<i>TIBERGHIEEN Yves</i>	<i>L'Asie et le futur du Monde</i>	<i>Sciences-Po</i>
<i>BATAILLE Philippe</i>	<i>Euthanasie : le grand malentendu</i>	<i>Autrement</i>
<i>PEREZ Pascale</i>	<i>Géopolitique de l'économie parallèle</i>	<i>Ellipses</i>
<i>BARROW John</i>	<i>Le livre des Univers</i>	<i>Dunod</i>
<i>MAGUEIJO Joao</i>	<i>Plus vite que la lumière</i>	<i>Dunod</i>
<i>FROMENT Alain</i>	<i>Le soleil dans la peau (bienfaits et risques)</i>	<i>R. Laffont</i>

BIBLIOGRAPHIE / WEB

suite

<i>CHABERLOT Frédéric</i>	<i>La science est-elle un conte de fées ?</i>	<i>CNRS</i>
<i>CARPENTIER Alain</i>	<i>L'accident majeur de Fukushima</i>	<i>EDP</i>
<i>GUBSER Steven</i>	<i>Petite introduction à la théorie des cordes</i>	<i>Dunod</i>
<i>PRONE André</i>	<i>Pour sortir du capitalisme...</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>CORNATON Michel</i>	<i>Pourquoi nous travaillons</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>OCDE</i>	<i>Toujours plus d'inégalités...</i>	<i>OCDE</i>
<i>AGLIETTA Michel</i>	<i>La voie chinoise (Capitalisme et Empire)</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>SMITH Andi</i>	<i>Délibération et gouvernance</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>FRACHON Alain</i>	<i>La Chine contre l'Amérique</i>	<i>Grasset</i>
<i>BOULOUQUE Sylvain</i>	<i>Les anarchistes (Anthologie)</i>	<i>Le Monde</i>
<i>VALENTIN Pascal</i>	<i>Espace et opérations (militaires)</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>BENETEAU Alain</i>	<i>Les Régions françaises au milieu du gué</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>FORSHAW Jeff</i>	<i>Pourquoi $E = mc^2$?</i>	<i>Dunod</i>
<i>BERNIE-BOISSART Catherine</i>	<i>Patrimoine et désirs d'identités</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>Collectif</i>	<i>De la radio logicielle à la radio intelligente</i>	<i>Lavoisier</i>
<i>SIMONNOT Philippe</i>	<i>La monnaie, histoire d'une imposture</i>	<i>Perrin</i>
<i>NOREL Philippe</i>	<i>Une histoire du monde global</i>	<i>SH</i>
<i>MONOD Jean-Claude</i>	<i>Qu'est-ce qu'un chef en démocratie ?</i>	<i>Seuil</i>
<i>ASSOULY Olivier</i>	<i>Le Luxe. Essais sur la fabrique de l'ostentation</i>	<i>IFM</i>
<i>DEMICHÈL Francine</i>	<i>L'internationale de l'intelligence</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>NAUDET Jules</i>	<i>Entrer dans l'élite... (France, Inde, USA)</i>	<i>PUF</i>
<i>LENGLET François</i>	<i>Qui va payer la crise ?</i>	<i>Fayard</i>
<i>SEABRIGHT Paul</i>	<i>Sexonomics</i>	<i>Alma</i>

BIBLIOGRAPHIE / WEB

suite

<i>DANIEL Jean-Marc</i>	<i>Huit leçons d'histoire économique</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>EL MILI Naoufel</i>	<i>Le printemps arabe, une manipulation</i>	<i>Max Milo</i>
<i>BARON Gaëlle</i>	<i>L'évaluation des politiques publiques</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>FINES Louise</i>	<i>L'organisation des crimes en col blanc</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>PIOT Alain</i>	<i>La spirale de la misogynie</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>BAFOIL François</i>	<i>Capitalismes émergents (hors Chine et Russie)</i>	<i>Sciences Po</i>
<i>CHATRIOT Alain</i>	<i>Organiser les marchés agricoles (PAC...)</i>	<i>A. Colin</i>
<i>IZRAELEWICZ Erik</i>	<i>Chine, de la révolution à la naissance d'un géant</i>	<i>Le Monde</i>
<i>DESCHATRES François</i>	<i>Les Francs-Maçons : inconditionnels de l'espoir</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>LARROUQUE Damien</i>	<i>Le plan CEIBAL en Uruguay</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>DAVEZIES Laurent</i>	<i>La crise qui vient</i>	<i>Seuil</i>
<i>GODEMENT François</i>	<i>Que veut la Chine ? De Mao au capitalisme</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>MENARD Claude</i>	<i>L'économie des organisations</i>	<i>Découverte</i>
<i>FRAGONARD Bertrand</i>	<i>Vive la protection sociale !</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>ALTER Norbert</i>	<i>La force de la différence (Patrons atypiques)</i>	<i>PUF</i>
<i>GISIN Nicolas</i>	<i>Non-localité, téléportation.....</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>SFP</i>	<i>Situation énergétique (France & Monde)</i>	<i>EDP</i>
<i>MINO Jean-Christophe</i>	<i>Soins intensifs, la technique et l'humain</i>	<i>PUF</i>
<i>ROMANET (de) Augustin</i>	<i>Non aux Trente Douloureuses</i>	<i>Plon</i>
<i>GROS François</i>	<i>Les nouveaux mondes de la biologie</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>MANGOT Mickaël</i>	<i>Génération déshéritées (Dettes, logement...)</i>	<i>Eyrolles</i>
<i>GUELTON Sonia</i>	<i>L'économie de l'aménagement</i>	<i>Soteca</i>
<i>LACOSTE Yves</i>	<i>La géographie, ça sert, d'abord à faire la guerre</i>	<i>Découverte</i>

BIBLIOGRAPHIE / WEB

suite

VERNHES Marc	<i>Lettre aux citoyens du Monde</i>	L'Harmattan
BERTHELOT Jean-Marie	<i>Matériaux composites</i>	Lavoisier
BECK Ulrich	<i>Pour un empire européen</i>	Flammarion
BESNIER Jean-Michel	<i>L'homme simplifié (vs l'homme augmenté)</i>	Fayard
FRASER Nancy	<i>Le féminisme en mouvement...</i>	Découverte
SALECL Renata	<i>La tyrannie du choix (choix et liberté)</i>	A. Michel
HIBOU Béatrice	<i>La bureaucratisation du Monde</i>	Découverte
ION Jacques	<i>S'engager dans une société d'individus</i>	A. Colin
SANTELLI Maurice	<i>Chimie bioorganique</i>	Lavoisier
POLICAR Alain	<i>Le libéralisme politique et son avenir</i>	CNRS
FOUQUET Yves	<i>Les ressources minérales maritimes profondes</i>	QUAE
PAPON Pierre	<i>Bref récit du futur – Prospective 2050</i>	A. Michel
ZOUARI Faouzia	<i>Pour un féminisme méditerranéen</i>	L'Harmattan
ROUET Gilles	<i>Usages politiques des nouveaux médias</i>	L'Harmattan
GREAU Jean Luc	<i>La grande récession</i>	Folio
LECERF-THOMAS Bernadette	<i>Activer les talents avec les neurosciences</i>	Pearson
PERRY John	<i>Procrastination – l'art de reporter au lendemain</i>	Autrement
CHIFFOLEAU Sylvie	<i>Sociétés arabes en mouvement</i>	L'Harmattan
SAINTENY Guillaume	<i>Plaidoyer pour l'écofiscalité</i>	B-Chastel
OFCE	<i>L'économie française 2013</i>	OFCE
LATOUCHE Serge	<i>L'âge des limites</i>	M et 1 Nuits
KANDIL Ferial	<i>Fondements de la justice</i>	PUF
TIMOTEO Joaquim	<i>Atlas des jeunes (15-30) en France</i>	Autrement

BIBLIOGRAPHIE / WEB
suite

<i>PINA-GUERASSIMOF Carine</i>	<i>La Chine et sa nouvelle diaspora</i>	<i>Ellipses</i>
<i>LEFEUVRE Evariste</i>	<i>La renaissance américaine</i>	<i>Léo Scheer</i>
<i>BAMBERGER Clara</i>	<i>Femmes et médias (Image partielle et partielle)</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>VOLOSHIN Georgiy</i>	<i>La nouveau grand jeu en Asie centrale</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>PERRET Véronique</i>	<i>L'état des entreprises 2013</i>	<i>Découverte</i>

http://tinyurl.com/teach-nmr	<i>La Résonance Magnétique Nucléaire expliquée</i>
www.rewalk.liberation.fr	<i>Des chats paralysés remarchent (Docu)</i>
www.revolymmer.com/removable_gum	<i>Le chewing-gum biodégradable</i>
www.barbarafreethy.com	<i>Auto édition à 2,2 millions d'exemplaires... !</i>
www2.astronomicalheritage.net	<i>Patrimoine astronomique de l'humanité</i>
www.brooklyngrangefarm.com	<i>La ferme de Brooklyn Grange (sur les toits)</i>
www.ektaparishad.com	<i>Lutte des sans terre en Inde</i>
www.cieletespace.fr/node/9543	<i>MSL (Curiosity) landing on Mars</i>
www.physics-about.com	<i>L'actualité de la science physique</i>
www.sorosoro.org	<i>Audiovisuel des langues en danger</i>
www.cleansky.eu	<i>Avions plus propres et moins bruyants</i>
www.ich-will-europa.de	<i>Onze fondations allemandes pour une UE forte</i>
www.opaline-dijon.fr	<i>L'origine des préférences alimentaires</i>
www.noteo.info	<i>Classement de 45 000 produits</i>
http://whystringtheory.com	<i>Tout savoir sur la théorie des Cordes</i>
http://wallace-online.org	<i>Alfred Russel Wallace, complice de Charles Darwin</i>
www.masstomass.com	<i>Publicité du pronétariat version Octopuss</i>
www.controlarms.org	<i>Mouvements (ONG) pour l'interdiction des armes</i>
www.kokopelli-semences.fr	<i>Indépendance semenciers versus décision CJCE</i>
www.forum-fair.org	<i>D'autres indicateurs de richesse en débat</i>
www.mymed.fr	<i>My Europe = Comment avoir des subventions européennes</i>
www.formula-grouppt.be	<i>Voiture de courses via des imprimantes 3D</i>
www.andra.fr/inventaire2012	<i>Inventaire des déchets nucléaires jusqu'à fin 2010</i>

BIBLIOGRAPHIE / WEB
suite

www.letrocdesidees.ca	<i>Musée virtuel du Canada (Peuples amérindiens)</i>
www.memoiredescatastrophes.org	<i>Comme son nom l'indique.....</i>
www.contrelediabete.fr	<i>Association française des diabétiques</i>
www.agrc.umd.edu/gamera	<i>Hélicoptère à propulsion humaine (Univ. Maryland)</i>
www.sabella.fr	<i>Les pionniers des hydroliennes</i>
www.korilog.com	<i>Société de bio-informatique (Vannes) (# Futurowest)</i>
www.hemarina.com	<i>Transporteurs universels d'oxygène (vers marins)</i>
www.globescan.com	<i>Public opinion research</i>
www.edxonline.org	<i>Université en ligne (Harvard + MIT)</i>